

***l'Anti*capitaliste**

n°670 | 13 juillet 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



RACISTE • VIOLENTE • ANTISOCIALE

C'EST LEUR RÉPUBLIQUE

QU'IL FAUT DISSOUDRE

Dossier

**LA JEUNESSE EN
PREMIÈRE LIGNE**

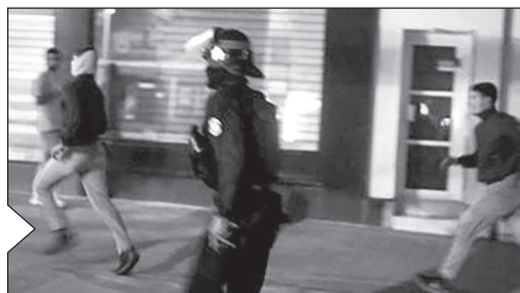
Pages 6 et 7

ÉDITO

Chaleur record, horizon
dans le brouillard Page 2

PREMIER PLAN

Fascisation. Police et
extrême droite, l'œuf et
la poule Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Mali. La fin de la Minusma Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Najet Kouaki,
membre du Réseau entraide,
vérité et justice, pour le respect et
la dignité des détenuEs Page 12



édito

Par COMMISSION NATIONALE
ÉCOLOGIE

Chaleur record, horizon dans le brouillard

Les événements extrêmes se déclarent partout sur le globe ces derniers mois. Des incendies inarrêtables au Canada qui réduisent à peau de chagrin les puits de carbone, des canicules sous-marines tuant en masse la biodiversité, en passant par les vagues de chaleur du nord au sud, d'est en ouest. La Sibérie fond de partout et libère de catastrophiques quantités de gaz à effet de serre. La surmortalité liée aux chaleurs se compte en dizaines de milliers de morts supplémentaires sur les dernières années rien qu'en France. Pour la faune et la flore, on a quelques indicateurs mais sans plus. Un maintien et un développement massif des services publics de l'écologie est urgent, mais ce n'est pas au programme, l'inverse est même de mise, comme à l'ONF (Office national des forêts).

Ailleurs, les gouvernements et les patrons s'en sont allés sur une autre planète. Étrangement appelée, elle aussi, la Terre. Ne tenant pas compte de ce qui se passe ici, on nous annonce un doublement de la flotte d'avions par Airbus d'ici à vingt ans, la poursuite de l'usage de pesticides connus pour leur conséquences délétères sur la biodiversité, et on nous donne des conseils « rafraîchissement » pour s'adapter à la canicule. Super ! Il est même proposé aux ouvriers de déplacer leurs horaires sur les moments « frais » de la journée. Quelle bonté d'âme !

Pourtant nous sommes bien sur la même planète. Les limites physiques, chimiques et biologiques sont franchies les unes après les autres, et on ne corrige qu'à la marge ou on ne fait rien, le cas d'Airbus est emblématique.

Rien n'est à attendre des capitalistes, sinon une gesticulation. L'espoir est bien dans les luttes. Il est notamment urgent de développer des campagnes larges, populaires et unitaires contre l'extraction et l'usage des énergies fossiles pour limiter puis arrêter le réchauffement au plus vite, malgré l'inertie d'effet immédiat. D'orientations écologiques, ces campagnes doivent être radicalement sociales et internationalistes.

BIEN DIT

Aucune place n'a été laissée pour permettre un dialogue politique lié aux revendications des manifestantEs, l'ensemble de la communication officielle portant sur le déroulé de la manifestation, alimenté par une rhétorique guerrière et fallacieuse, sous la houlette du ministère de l'Intérieur.

Rapport des Observatoires des libertés publiques et des pratiques policières présents le 25 mars lors de la manifestation contre le projet de mégabassines de Sainte-Soline, lundi 10 juillet.

À la Une

Macron et Darmanin partout, justice nulle part !

Après le meurtre de Nahel, la façon dont le gouvernement a répondu à l'immense vague de colère et à la révolte spontanée des quartiers populaires confirme la nature profonde du pouvoir macroniste : antisocial, antidémocratique, raciste, autoritaire...

Depuis le printemps, l'exercice du pouvoir par Macron, Borne, Darmanin et Cie a été marqué par de très nombreuses violences, physiques comme institutionnelles. Ainsi, le rapport publié lundi par les observatrices et observateurs sur ce qui s'est passé à Sainte-Soline le 25 mars confirme la violence de la répression exercée sur place contre la mobilisation, et par là même le caractère mensonger de la version défendue par le ministre de l'Intérieur.

C'est qui les violents ?

Oui, il y a bien entrave aux secours : « Alors que la zone était calme pendant une heure, les autorités ont entravé les secours au mépris de la vie humaine. Elles ont choisi de ne pas secourir les blessés en détresse vitale ». Oui, il y a bien eu des tirs de LBD depuis des quads en direction des manifestantEs ; et contrairement à ce que dit l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN), les gendarmes ne se trouvaient pas en situation de légitime défense lorsqu'ils ont tiré au LBD. Oui, le rapport documente des tirs de grenades sur les blessés et les élus qui les protégeaient alors qu'ils et elles se trouvaient à distance et étaient tout à fait identifiables...

Pour écraser une mobilisation qualifiée d'« écoterroriste », le pouvoir devait criminaliser à tout prix : avant, afin de légitimer l'action violente des innombrables « forces de l'ordre » présentes sur place ; après, afin de justifier la dissolution des Soulèvements de la Terre et la mise en garde à vue de nombreux et nombreuses militantEs écologistes.

Une colère légitime

C'est dans la suite de multiples violences contre les mobilisations, qu'il faut appréhender la politique mise en œuvre ces deux dernières semaines. La mort d'un adolescent de 17 ans, abattu à bout portant



par un policier pour un prétendu refus d'obtempérer ; les images choquantes de l'exécution qui ont largement circulé sur les réseaux sociaux ; tout cela a entraîné une colère parfaitement légitime, avec un soulèvement immédiat dans de nombreux quartiers populaires et des mouvements spontanés tournés contre les forces de répression ou différents bâtiments, notamment des commissariats.

Dans le contexte d'un déferlement autoritaire et raciste porté par l'ensemble de la droite et de l'extrême droite, la réponse du pouvoir s'est sans surprise située sur le terrain sécuritaire, assumant pleinement le quadrillage policier des quartiers, une « justice » expéditive et arbitraire contre la jeunesse, et l'interdiction des manifestations de solidarité avec les révoltes ou d'opposition aux violences policières. C'est en particulier le cas de la manifestation

initiée par le comité Vérité et justice pour Adama, interdite d'abord à Beaumont-sur-Oise, puis à Paris (ce qui n'a pas empêché la tenue d'un rassemblement et d'une manifestation dynamique et digne). Action dégueulasse parmi tant d'autres, Darmanin a suspendu le flic meurtrier mais avec un « plein traitement ». Une mesure conservatoire sans caractère disciplinaire... mais avec un vrai soutien financier !

Riposter, touTEs ensemble

À l'exception notable du PS et du PCF (absents tant des appels unitaires que des manifestations et rassemblements), la gauche sociale et politique — syndicats, associations et forces politiques — a su se rassembler pour apporter son soutien aux collectifs de quartiers populaires et aux familles de victimes des violences policières qui sont en première ligne. L'appel sorti la semaine dernière, « Notre pays

est en deuil et en colère », a permis de construire une convergence inédite qui n'a certes pas suffi à mobiliser massivement mais qui donne un bon signal pour la suite. Après des années d'atermolements « républicains » et de gages donnés au maintien de l'ordre capitaliste par bien des organisations du mouvement social et partis politiques, les défiances légitimes des militantEs de quartiers sont loin d'être levées. Pour avancer ensemble, il reste à construire les mobilisations pour rendre visible toutes les injustices subies en particulier par les populations racisées.

Car la lutte doit continuer : contre leur ordre policier (ce qui passe pour nous notamment par la dissolution des BRAV-M et des BAC, et par le désarmement de la police au contact de la population), pour une autre répartition des richesses, afin notamment d'augmenter les salaires, de faire reculer la précarité et de relancer les services publics.

Nouveau Parti anticapitaliste



FASCISATION Police et extrême droite, l'œuf et la poule

Ces derniers jours, dans la foulée du meurtre du jeune Nahel à Nanterre, la question du poids de l'extrême droite dans les forces de police est revenue dans le débat public, comme cela avait été le cas lors de la dernière présidentielle avec les enquêtes sur les (intentions de) votes des policiers et des gendarmes.

Un communiqué outrancier des syndicats Alliance et Unsa-Police a favorisé cette mise à l'agenda, tant le ton et les termes empruntaient directement à la rhétorique de l'extrême droite la plus rance, avec notamment la dénonciation de « hordes sauvages », de « nuisibles » ou de la « chienlit ». Et l'on pense évidemment aussi à un autre communiqué, celui du groupe « France Police », félicitant « [les] collègues qui ont ouvert le feu sur un jeune criminel de 17 ans », encore plus violent et nauséabond.

L'institution et les individus

Les déclarations se sont ainsi multipliées, à gauche, dénonçant le poids croissant, idéologiquement et numériquement, de l'extrême droite dans les forces de police. Un constat, à bien des égards lucide, et des inquiétudes légitimes qui passent néanmoins à côté d'un enjeu qui nous semble incontournable. En effet, la conclusion (logique) de ces prises de position est qu'il faudrait réformer et/ou — dans une version radicale — « purger » la police pour faire reculer, voire disparaître, l'extrême droite en son sein,

comme si le problème pouvait être circonscrit à de mauvais individus, de mauvais syndicats et de mauvaises pratiques.

Le rôle de la police en tant qu'institution n'est que très rarement interrogé, et il en va de même des dynamiques qui la caractérisent aujourd'hui, notamment sa place prépondérante dans le maintien d'un système de domination bourgeoise en crise, mais aussi ses logiques d'autonomisation. Comme si la relation entre, d'une part, des individus et des pratiques et, d'autre part, une institution, était à sens unique.

Comme si l'institution n'était pas elle-même productrice d'un environnement favorable au développement, en son sein, des idées et des pratiques de l'extrême droite.

Schématiquement : est-ce parce qu'il y a de plus en plus de policiers d'extrême droite que l'institution policière est en cours de fascisation ou est-ce parce qu'elle est en cours de fascisation que l'institution policière charrie en son sein de plus en plus de policiers d'extrême droite ?

Fascisation de la police

On ne peut certes ignorer qu'une institution qui incarne « ordre » et « autorité » a tendance à attirer des individus disposés à accomplir des tâches répressives, y compris violentes. Mais ce serait passer à côté de l'essentiel que de faire l'impasse sur le

Un monde à changer

IL Y A 70 ANS, LE 14 JUILLET, LA POLICE TUAIT. L'assassinat de Nahel ce 27 juin allonge la liste des meurtres commis par la police. Précédé de celui d'Alhoussein à Angoulême le 14 juin et prolongé par celui de Mohamed à Marseille dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, tués tous deux par un tir de LBD. Une longue liste renseignée par *Bastamag* (mise à jour en juillet 2023) : entre 1977 et 2022, 861 morts consécutives à l'action des forces de l'ordre, dont 27 lors d'opérations anti-terroristes, et 80 du fait d'un agent en dehors de son service. Ces évènements dramatiques nous ramènent 70 ans en arrière, le 14 juillet 1953 quand six « Algériens » (en fait citoyens français depuis 1947), répondant à l'appel à manifester du

MTLD, et un « Français », syndiqué CGT, sont abattus par la police. Une manifestation pour fêter la Révolution française pour les syndicats et associations, pour exiger la libération de Messali Hadj et une modification des rapports entre la France et l'Algérie, oscillant entre autonomie et indépendance pour le MTL. À la fin de la manifestation, place de la Nation, la police tire dans les manifestants, et fait plus de 50 blessés graves qui viennent s'ajouter aux sept morts. Pour la police et pour la droite, les policiers étaient en état de légitime défense, victimes d'une agression barbare. Si la « gauche » dénonce une « monstrueuse provocation et odieuse agression des forces policières », ce

massacre disparaît des médias dès la fin juillet, victime de la traditionnelle invisibilité des morts d'origine immigrée, notamment algériens, du tournant politique de la CGT et du PCF vers une orientation unitaire en rupture avec le combat classe contre classe, et victime de la rupture FLN/MNA invisibilisant Messali Hadj et le MTL. L'enquête menée après le débat parlementaire est close en 1956 par un non-lieu. En ce qui concerne les manifestants, « leurs dépositions ne sont pas claires, on n'arrive pas à comprendre ». Seules sont retenues celles des policiers dont le tireur d'une balle identifiée dans le corps d'un mort et qui déclare : « J'avais tiré en l'air ». Maurice Rajsfus a exhumé cet épisode par la publication de « 1953, un 14 Juillet sanglant » en 2003, et sa connaissance a été complétée par le livre et le documentaire de Daniel Kupferstein, « les Balles du 14 Juillet ».

Le chiffre

50%

En 2019, la moitié des jeunes de moins de 25 ans exerce son activité en CDD, en intérim, en contrat aidé ou en apprentissage. Cette proportion était de moins de 20% au début des années 1980. Le marché du travail se précarise... surtout au détriment des jeunes.

Entretien avec le sociologue Camille Peugny, « Les jeunes sont-ils des travailleuses et travailleurs comme les autres? », *le Monde*, 10 juillet 2023.

« **C**hamp républicain », « arc républicain » : ces derniers jours, la « république » est servie à toutes les sauces par les petits soldats de la macronie, dans le but de tracer une ligne de démarcation entre ceux qui en seraient et ceux qui n'en seraient pas. Comprendre : l'ordre contre le désordre, le respect des institutions contre la chienlit, la police contre les émeutiers, la loi contre le chaos.

Leur «république», on n'en veut pas

Cela va mieux en le disant : le NPA et son candidat Philippe Poutou ont eu l'occasion, par le passé, de subir le même genre d'invectives, et nous nous en sommes remis sans problème. Car leur «république» raciste, antisociale, violente, n'est pas la nôtre. Nous ne souhaitons nullement faire partie de leur «champ républicain» et nous recevons comme un honneur de telles marques d'excommunication. A fortiori lorsque, comme c'est le cas actuellement, on constate que, alors que la dénonciation des violences policières et du racisme systémique semble, au même titre que la défense du droit à la révolte, entraîner une exclusion du «champ républicain», il n'en va pas de même des outrances racistes du patron des sénateurs LR Bruno Retailleau («régression vers les origines ethniques») ou des positions des syndicats de flics Alliance et UNSA («hordes sauvages», «nuisibles»). Un bien bel «arc républicain» donc, dans lequel un Jordan Bardella se sent visiblement comme un poisson dans l'eau, reprenant à son compte

POLITIQUE L'arc républicain et les flèches de l'extrême droite

« *Quand vos députés refusent d'appeler au calme, vous sortez du champ républicain!* ». C'est en ces termes que la Première ministre Élisabeth Borne s'est adressée, le 4 juillet, à Mathilde Panot, présidente du groupe des députés LFI à l'Assemblée nationale. En cause, les positions de la FI sur les révoltes consécutives au meurtre du jeune Nahel, et le refus des représentantEs «insoumis» de se laisser enfermer dans le piège des «appels au calme» et de la «condamnation des violences».



WIKIMEDIA COMMONS

les déclarations de Borne en allant — forcément — un peu plus loin : « Ils sont non seulement sortis du champ républicain, mais ils sont entrés dans le champ de tout ce qui combat la France. Ils sont entrés dans le champ des délinquants, des criminels, des émeutiers, des trafiquants de drogue, des communautaristes ».

À front «républicain» renversé

Face à ces accusations, les représentantEs de la FI se défendent et se posent en garantEs de l'héritage républicain. Grand bien leur fasse, même si nous résistons difficilement à l'envie de leur lancer un « Bienvenue hors du champ républicain, camarades ! »

L'heure n'est malheureusement pas à l'ironie car ce qui se joue actuellement est en réalité une nouvelle étape de la reconfiguration du champ politique à l'œuvre depuis plusieurs années, avec la constitution d'un « front républicain renversé » que nous dénonçons déjà il y a deux ans lors des débats sur la loi « séparatisme » : « On est passé en 20 ans du "front républicain" contre Le Pen (père) lors de la présidentielle de 2002 à un "front républicain" avec Le Pen (fille) contre les "séparatistes", "racialistes", "islamo-gauchistes" et autres ennemiEs de leur "république" raciste, autoritaire et antisociale. »¹ Une dangereuse reconfiguration dont l'extrême droite est la principale bénéficiaire, et qui l'installe encore un peu plus comme un courant pouvant prétendre « normalement » à l'exercice du pouvoir. Il y a urgence à faire front pour résister, construire les solidarités et faire vivre la perspective d'un autre monde possible.

J.S.

1 — « De Macron à l'extrême droite : un nouveau "front républicain" ? », *L'Anticapitaliste* n°562, 1^{er} avril 2021.



Agenda

Vendredi 14 juillet, défilé internationaliste des tirailleurs et des sans-papiers, Paris. À 14h à Nation.

Samedi 15 juillet, manifestation contre les violences policières, Paris. À 15h à République.

Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier.

Du 3 au 6 août, Rencontres des luttes globales et locale Les Résistantes, Larzac. À La Salvetat (commune de La Couvertouade) : <http://lesresistantes2023.fr/>

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Infos et inscription sur : nouveupartianticapitaliste.org/udt2023

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveupartianticapitaliste.org

NO COMMENT

Une journée à attendre en vain des regrets des « responsables » de la Nupes qui défilent dans une manifestation interdite au cri de « tout le monde déteste la police ». Quelle tristesse pour la République et pour les femmes et les hommes qui la défendent.

GÉRALD DARMANIN, Twitter, 9 juillet 2023

fait que la police en tant qu'institution produit des normes, des idées, des pratiques, et qu'elle transforme les policiers eux-mêmes. Les travaux de recherche sociologique et historique le démontrent largement¹. Dans une situation de crise d'hégémonie et de fragilisation des dispositifs de la domination bourgeoise, la police occupe une position de plus en plus centrale, répressive, tournée contre les « classes dangereuses », avec une latitude toujours plus grande accordée par les pouvoirs politiques et, dès lors, des formes de prise d'autonomie. En ce sens, la police est de plus en plus amenée à jouer l'un des rôles historiques des organisations fascistes : résoudre, dans un contexte de crise économique, une crise de domination de la démocratie parlementaire bourgeoise en neutralisant, par la violence, la contestation politique et sociale. Ainsi : « La police ne se fascise

donc pas dans son fonctionnement parce qu'elle serait progressivement grignotée par les organisations fascistes. Au contraire, c'est parce que tout son fonctionnement se fascise — évidemment à des degrés inégaux selon les secteurs — qu'il est si facile pour l'extrême droite de diffuser ses idées en son sein et de s'implanter. »² Il est à ce titre significatif que, dans plusieurs villes, à l'occasion des récentes révoltes urbaines, police et groupes fascistes aient agi côte à côte, voire de concert.

Julien Salingue

1 — Lire par exemple Paul Rocher, « Derrière la mort de Nahel, l'institution policière », *contretemps.eu*, 30 juin 2023, ou Emmanuel Blanchard, « Il n'y a effectivement plus de voix de gauche qui portent à l'intérieur de la corporation policière », *Bastamag*, 20 juillet 2020.

2 — Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme. », *contretemps.eu*, 28 septembre 2020.

LES FLICS ONT VOTÉ MASSIVEMENT POUR MARINE LEPEN



CHARMAG

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ISRAËL/PALESTINE

Jénine: la lutte pour la capacité à résister

Quelques jours après un nouvel assaut violent de l'armée israélienne contre le camp de réfugiés de Jénine, nous publions des extraits d'un article de l'universitaire palestinien **Abdaljawad Omar**¹.

Au cours des deux dernières années, la résistance en Cisjordanie s'est battue pour son existence et sa survie, et il y a un certain nombre de raisons pour lesquelles le camp de réfugiés de Jénine est non seulement toujours debout, mais a évolué et s'est développé.



DR

Les conditions du développement de la résistance

L'une de ces raisons réside dans le fait que la naissance des Lions [groupe armé] à Naplouse a largement préoccupé le Shabak [Service de sécurité intérieure israélien] en raison de la proximité géographique de Naplouse avec les blocs de colonies du nord de la Cisjordanie, ce qui signifie qu'une présence armée à Naplouse représentait un danger plus important pour la vie quotidienne des colons dans la région. C'est pourquoi le gros de la stratégie anti-insurrectionnelle des forces d'occupation s'est concentré sur la région de Naplouse, réussissant quelque peu à contenir le phénomène — du moins dans sa forme initiale, car les Lions ont été ébranlés par l'usure de leurs effectifs et leur incapacité à construire un refuge qu'il pourrait fortifier avec différents outils défensifs.

La deuxième raison du succès relatif de Jénine est liée au type de relations organisationnelles qui existaient dans le camp et à leur capacité à maîtriser les conflits internes. Cela a permis de protéger la résistance contre les interventions de l'Autorité palestinienne, telles que la propagation de rumeurs, l'instauration de la méfiance ou même les tentatives de séduire les résistants eux-mêmes. En d'autres termes, l'existence de certaines conditions sociales et politiques dans le camp de réfugiés de Jénine a contribué à la construction d'une conscience sociale générale qui a soutenu la résistance et est restée hostile à tout discours politique tentant de la miner.

Vers une intensification des affrontements ?

Enfin, la troisième raison est liée aux types de tactiques employées par l'ennemi pour contenir et vaincre les groupes armés — des interventions rapides faisant principalement appel à des forces spéciales sur la base de renseignements spécifiques, ce qui signifie que ce type d'opérations s'est produit par intermittence et n'a pas porté de coups décisifs aux capacités de la résistance à persévérer. L'armée ne s'est pas engagée dans de vastes campagnes d'arrestations à Naplouse et à Jénine parce qu'elle ne voulait pas sacrifier ses soldats, mais elle craignait aussi que la lutte ne s'étende à l'ensemble de la société palestinienne et elle voulait éviter d'être condamnée pour les meurtres de sang-froid qu'elle aurait perpétrés. Les unités d'opérations spéciales ont donc été vues comme une solution, même lente. Cela a permis à la résistance de développer toute une infrastructure dans le camp de réfugiés de Jénine. Nous ne savons pas ce que les prochains jours nous réservent, ni comment le phénomène de la résistance armée se développera à Jénine. Nous ne savons pas non plus si les termes de l'engagement resteront limités à deux parties tentant d'éviter une confrontation directe, ou si les choses s'intensifieront au-delà de ce point. Mais ces derniers jours ont donné un aperçu de la résurgence de la résistance dans le camp de réfugiés de Jénine. La persistance de ce phénomène restera une source d'inquiétude pour beaucoup, en particulier pour les forces qui s'y opposent, car il démontre qu'un camp de réfugiés étroit, aux capacités limitées et sans beaucoup de soutien, oblige une armée entière à avancer à pas de tortue.

Abdaljawad Omar

1 – Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net.

ÉTATS-UNIS Race et racisme : la classe n'explique pas tout

Comment les gens de gauche et les progressistes étatsunienEs comprennent-ils la question de la race¹ et du racisme ? Si l'analyse économique, la classe sociale et le rôle de la police, c'est-à-dire le système capitaliste US, expliquent beaucoup de choses, ils n'expliquent pas tout. La race et le racisme jouent un rôle essentiel.

Les statistiques raciales, distinctes de la classe sociale, sont nécessaires pour comprendre le racisme. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral, les économistes, les sociologues et les épidémiologistes, entre autres, tiennent compte de la race lorsqu'ils étudient les résultats du recensement national, les tendances électorales, le chômage et la richesse, ou la santé publique. Partout, nous conservons des données sur la race et en tirons des conclusions, dans le but d'améliorer la situation des groupes raciaux historiquement opprimés et de rendre la société plus égalitaire.

Inégalités mesurées statistiquement

Le recensement, qui a lieu tous les dix ans, dénombre les Blancs et les Noirs depuis 1790, les Asiatiques depuis 1860, les Amérindiens depuis 1890, les Hispaniques depuis 1940, les « autres races » depuis 1950 et les personnes de « deux races ou plus » depuis 2000. Le recensement détermine la représentation géographique au Congrès et la répartition des fonds fédéraux. Le recensement fournit également des informations sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la composition des ménages, les

caractéristiques familiales et la taille des ménages. Le Bureau du recensement conserve également des données mensuelles sur l'emploi par race. D'autres enquêtes fournissent des informations sur la santé et le niveau d'éducation. Grâce à ces statistiques, nous savons qu'en 2020, 47,2 millions de personnes s'identifiaient comme noires, soit 14,2% de la population du pays. Nous savons que le ménage noir médian aux États-Unis dispose d'environ 24 000 dollars d'épargne, d'investissements, de capital immobilier et d'autres richesses, tandis que le ménage blanc médian dispose d'environ 189 000 dollars, un écart considérable qui s'est creusé au cours des dernières décennies. Nous savons que le chômage des Noirs est toujours supérieur à celui des Blancs. Nous savons que les hommes noirs constituent 35% des détenus.

Un exemple frappant

La classe sociale explique beaucoup de choses, mais pas tout. Prenons un exemple rapporté par *le New York Times* du 12 février 2023. De nouvelles données californiennes montrent que, pour 100 000 naissances, 173 des bébés nés des mères blanches aux revenus les plus élevés meurent avant leur

premier anniversaire. 350 bébés nés des mères blanches les plus pauvres meurent. 437 bébés nés des mères noires les plus riches meurent avant leur premier anniversaire, contre 653 bébés nés de mères noires les plus pauvres. Même les mères noires les plus riches, qui ont accès à d'excellents soins de santé, perdent plus de bébés que les mères blanches les plus pauvres. Certains affirment que les préjugés existant dans le système de santé y sont pour beaucoup. Pourquoi ? Joia Crear-Perry, fondatrice et présidente d'une organisation consacrée à ce sujet (la National Birth Equity Collaboration), a déclaré : « *La race n'est pas un facteur de maladie et de décès, mais le racisme, les préjugés et les discriminations le sont assurément.* »

Si nous pensons que la classe sociale est le seul problème, nous financerons les soins prénataux pour les pauvres, par exemple. C'est nécessaire mais, malgré cela, le racisme de la société continuerait à faire que les femmes noires perdront leurs bébés à un taux plus élevé. Il y a par ailleurs, un problème général : en moyenne, les chiffres de mortalité infantile américains sont les pires parmi les pays riches.

Comprendre et combattre le racisme

Voici un autre exemple de l'impact du racisme sur la santé. Les brins d'ADN appelés chromosomes ont des queues appelées télomères leucocytaires (LTL) ; la longueur de ces télomères est un indicateur du vieillissement systémique général, un LTL plus court étant associé à plusieurs maladies chroniques du vieillissement et à une mortalité plus précoce. Plusieurs études portant sur des Noirs ont montré que les expériences de racisme entraînaient un raccourcissement des LTL, ce qui suggère que le racisme a pour conséquence une espérance de vie plus courte. Comme l'indique une étude publiée dans *le Journal of Preventive Medicine* : « *Les résultats suggèrent que de multiples niveaux de racisme, y compris des expériences interpersonnelles de discrimination raciale et l'intériorisation de préjugés raciaux négatifs, agissent conjointement pour accélérer le vieillissement biologique chez les hommes afro-américains.* »

En tant que marxistes et socialistes, nous continuons à nous intéresser au capitalisme et aux classes sociales pour comprendre notre société, mais nous devons également utiliser les statistiques raciales pour comprendre et combattre le racisme. Nous savons aussi que certains réactionnaires peuvent utiliser ces statistiques pour stigmatiser certains groupes raciaux, et il est de notre responsabilité de relever ce défi. Après tout, nous sommes des socialistes scientifiques.

Dan La Botz, traduction HW

Merci à ma femme, le Dr Sherry Baron, épidémiologiste, pour son aide dans la rédaction de cet article.

1 – Le terme « race » est employé ici dans le cadre d'un rapport social, et non dans un sens biologique.

BRÉSIL Bolsonaro inéligible : et maintenant ?

Par cinq voix contre deux, le Tribunal supérieur électoral (TSE) a, le 30 juin, déclaré inéligible l'ancien président Jair Bolsonaro. Mis en accusation dans diverses affaires, il ne peut légalement plus participer aux élections jusqu'en 2030.

l'on regarde ce qui se passe aux États-Unis, Trump, même s'il est harcelé, se bat pour arriver aux urnes, comme une promesse de « revanche » contre Biden. Au Brésil, Bolsonaro quitte le jeu prématurément. La perspective de le voir revenir sur la scène à court terme est improbable. Le plus probable est que s'ouvre immédiatement une bataille interne pour savoir qui héritera de la place centrale sur la scène de l'extrême droite.

Des hypothèses et des certitudes

Trois figures sont envisagées pour l'instant qui représentent trois secteurs, trois hypothèses qui doivent être testées par l'extrême droite. Trois noms sont évoqués, des scénarios tous encore embryonnaires, et l'on peut être sûrs que de nouveaux prétendants devraient émerger prochainement. L'un est Romeu Zema, gouverneur du Minas Gerais, qui exprime une ligne de modernisation bolsonariste, mettant l'accent sur la question de l'efficacité et minimisant les effets



WIKIMEDIA COMMONS

rhétoriques ; il est contesté par Tarcísio Gomes de Freitas, gouverneur néophyte de São Paulo, qui testera l'application de son programme dans les deux prochaines années ; enfin, dans une forme de renouvellement au sein du clan, Michelle Bolsonaro [épouse de Jair Bolsonaro], qui rassemblerait des secteurs plus idéologiques, au-delà de la structure du parti lui-même. Le changement que représente l'inéligibilité de Bolsonaro ne se mesurera pas seulement dans les

urnes et dans les combinaisons électorales. La condamnation de Bolsonaro doit servir de point d'appui pour multiplier les efforts afin de gagner la majorité de la société brésilienne, à commencer par ses secteurs les plus organisés, la classe ouvrière et la jeunesse, à la nécessité de juger, punir, et mettre Bolsonaro et ses complices en prison.

Les protagonistes du [coup d'État manqué du] 8 janvier ne peuvent bénéficier d'aucune amnistie. Et il existe une large base sociale et électorale qui est prête à poursuivre ces tâches, malgré certaines orientations politiques qui chercheront des accords pour « tourner la page ». Comme nous l'avons déjà dit dans plusieurs articles et textes, il y a une lutte prolongée contre l'extrême droite au Brésil et dans le monde. La décision contre Bolsonaro est une étape importante et victorieuse, mais surtout initiale, de cette lutte au Brésil.

Israel Dutra (secrétaire général du PSOL)

Version intégrale sur <https://movimentorevista.com.br/>

MALI La fin de la Minusma

Malgré les nombreuses carences de la Minusma, son départ, exigé par la junte malienne, risque d'aggraver la situation des populations civiles et reflète une fuite en avant des putschistes.

On savait que les relations entre les autorités maliennes et les responsables de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) n'étaient pas au beau fixe. Cependant ce fut une surprise d'entendre le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop exiger « le retrait sans délai » de la mission onusienne.

Relations tendues

La surprise passée, les négociations sur le retrait ont eu lieu. D'une exigence des autorités maliennes d'un délai de trois mois, jugé par tous comme peu réaliste, un accord est intervenu sur un départ au tout début de l'année 2024. Depuis le second putsch en mai 2021, de nombreux incidents ont émaillé les relations entre junte et Minusma : expulsion du directeur de la division des droits de l'homme Guillaume Ngefa ; refus depuis le 11 octobre 2022 d'autoriser les vols des drones de reconnaissance de la Bundeswehr et de nombreux vols d'aéronef ; détention de 49 soldats ivoiriens mandatés par l'ONU ; tracasseries administratives pour les importations de biens de la mission, etc. À cette liste s'ajoutent les obstacles aux enquêtes de la Minusma sur les violations des droits humains



WIKIMEDIA COMMONS

perpétrées par l'armée malienne et les mercenaires de Wagner. La junte a tout fait pour empêcher la parution du rapport sur le massacre de près de 500 civils dans la ville de Moura dans lequel est impliqué l'armée et ses supplétifs russes.

Conséquences pour la population

Officiellement, la junte reproche à la Minusma son incapacité à enrayer les violences des djihadistes. Ce grief n'est pas nouveau. Déjà en 2016, le Mali demandait au Conseil de Sécurité de l'ONU un mandat plus robuste pour la Minusma. Cette dernière avait tenté de répondre à cette requête en vain. En effet elle a des objectifs liés à la paix et n'est pas structurée pour mener des actions offensives. Elle

a un rôle de protection des civils et de stabilisation politique dans le pays en favorisant la présence de l'État sur l'ensemble du territoire. Avec un contingent de 13 000 soldats et présente sur plus d'une dizaine d'emprises à travers le Mali, la Minusma, malgré d'évidentes carences, s'est avérée utile. Elle a permis aux fonctionnaires et membres du gouvernement de se déplacer à travers le pays en mettant à disposition avions et hélicoptères. Elle a joué les facilitateurs entre les autorités et les groupes armés signataires de l'accord de paix d'Alger de 2015. Enfin, malgré ses limites, elle a contribué à la protection des civils et reste une source d'information sur les violations des droits humains de toutes les parties du conflit.

Fuite en avant

La présence militaire française avec Barkhane était centrée sur le tout-sécuritaire, interdisant aux Maliens une approche politique de ce conflit. En se débarrassant de Barkhane, la junte avait la possibilité de rompre aussi avec cette politique. Elle n'a pas fait ce choix. Pire elle accentue les opérations militaires coûteuses en victimes civiles sans pour autant réussir à contenir les avancées des islamistes.

Si la junte veut en finir avec la Minusma c'est pour être dans un entre-soi avec Wagner et écarter tous les témoins des conséquences humaines de sa fuite en avant sécuritaire. Même si pour cela, elle doit pâtir d'une dégradation des moyens logistiques. En effet le groupe de Prigojine est loin de posséder le niveau de flotte en avions et hélicoptères de la mission onusienne. Les putschistes tentent de compenser leurs échecs sur le terrain par une surenchère souverainiste, même si elle est de façade au vu du poids que prend Wagner dans les affaires de l'État. La décision de mettre fin à la Minusma correspond aussi à une accentuation de l'autoritarisme de la junte. Le rétrécissement de l'espace démocratique en témoigne ainsi que le dernier remaniement gouvernemental. Deux des quatre ministres issus des groupes armés signataires des accords de paix sont remerciés, tout comme ceux proches du Premier ministre Choguel Maïga.

On ne peut que craindre pour les populations civiles, coincées entre l'armée malienne accompagnée des mercenaires de Wagner, et les djihadistes d'al-Qaïda et de Daech.

Paul Martial

NÉGROPHOBIE EN TUNISIE Un racisme structurel et une exportation impérialiste

Depuis plusieurs mois, les personnes noires vivant en Tunisie sont soumises à des agressions, licenciements, expulsions, sur fond de lutte contre les migrantEs illégaux.

Dans ce contexte, la présidence tunisienne a même développé des théories du « grand remplacement » pour justifier ces traitements, et a emboîté le pas au Parti national tunisien, un parti groupusculaire mais extrêmement raciste (et antisémite).



DR

Garde-frontière

Il y a un mois, Darmanin est venu officialiser un accord transformant la Tunisie en garde-frontière, suivant en cela l'Italie, qui avait fait la même demande en janvier. Pour quelques millions d'euros, l'État tunisien s'est engagé à dissuader les départs vers l'Europe depuis ses côtes avec une contrepartie tacite : tant que le flot de migrantEs diminue, nous serons moins regardants sur les droits humains.

La situation s'est dégradée brutalement dans la ville de Sfax — qui du fait de la configuration des eaux dans ce port est celui qui est le plus propice à la traversée — où, suite à une altercation mortelle avec un migrant, de véritables pogroms se sont déroulés sur plusieurs nuits devant une police au mieux passive. Plusieurs dizaines de blessés ont rempli l'hôpital de Sfax. Parmi un certain nombre de personnes jetées de force de chez elles et dépouillées figurent des personnes « en règle » du point de vue de l'immigration tunisienne.

Déportations vers la Libye

Les autorités ont affrété des bus pour conduire de force des migrantEs fuyant la ville vers la frontière libyenne. À ce jour ils et elles seraient environ 1200 incluant au moins 29 enfants et trois femmes enceintes et leur situation est inconnue. Ils doivent se débrouiller sans eau, sans nourriture dans le désert et avec interdiction pour les organisations et les journalistes d'intervenir. Côté libyen, ils et elles ont été menacés et ont dû rebrousser chemin. Leur situation est dramatique. Il y a déjà plusieurs morts par déshydratation à déplorer. Celles et ceux qui ne sont pas montés dans les bus errent dans la banlieue de Sfax, sans endroit où s'abriter et sans aide humanitaire autre que la solidarité individuelle.

Attiser un ferment de négrophobie structurelle qui existe au Maghreb en servant de garde-fou des politiques racistes européennes tout en développant un vague anti-impérialisme de façade : voilà la recette de l'État tunisien. Le caractère massif des déportations constitue néanmoins une rupture. Il est urgent de développer les solidarités avec les organisations de soutien aux migrantEs en Tunisie et surtout pour nous de réclamer la fin de la politique d'Europe forteresse. Personne n'est illégal et bienvenue à touTEs les immigrés.

Édouard Soulier

GRANDE-BRETAGNE Les grèves s'intensifient pour accroître la pression sur Sunak, fragilisé

Les grèves des médecins en formation qui se déroulent à partir du 10 juillet montre à quel point les choses ont changé en un an. Jusqu'à récemment, les patrons, les ministres et les dirigeants syndicaux pensaient que les grandes grèves en juillet étaient une véritable rareté.

Aujourd'hui, ce sont non seulement les internes, mais aussi les médecins hospitaliers, qui sont prêts à débrayer ce mois-ci. Il y a aussi les grèves dans le métro, une nouvelle vague d'actions dans les bus, chez les éboueurs, l'agitation continue dans les universités. Cette semaine, deux débrayages à durée indéterminée sont prévus à St Mungo's et à l'université de Brighton.

Volonté de se battre des travailleurEs

Les conservateurs ne pensaient pas que les choses se passeraient ainsi. Ils pensaient pouvoir faire face à une résistance généralisée aux réductions de salaire en termes réels, même si les prix étaient en train de grimper en flèche. Les échecs de la stratégie syndicale signifient qu'il y a eu très peu de victoires claires, et certainement pas dans les batailles nationales. Les grèves ont été trop limitées, espacées et déconnectées les unes des autres. Les dirigeants syndicaux ont été prêts à accepter de mauvais accords, voire parfois des accords épouvantables, comme dans le cas de Royal Mail.



DR

Mais la volonté de se battre reste largement intacte. Les travailleurEs votent encore et toujours en faveur de la poursuite de la grève. Les résultats décevants du scrutin parmi les membres d'Unison dans les administrations locales constituent une exception. Le *Financial Times* a déclaré lundi : « Les attentes des travailleurs sont plus élevées qu'elles ne l'étaient il y a un an. »

Le potentiel existe toujours pour un niveau de résistance beaucoup plus élevé, et les succès pourraient

transformer l'équilibre des forces de classe.

L'un des dangers est que les dirigeantEs syndicaux se contentent de mettre en œuvre les recommandations des organes de révision des salaires. Ceux-ci devraient préconiser des augmentations supérieures à ce que le gouvernement souhaitait à l'origine, mais inférieures à l'inflation. Cela signifie des réductions de salaires. Pourtant, la semaine dernière, les dirigeants du NEU se sont montrés enthousiastes à l'égard d'une telle offre.

Des élections qui fragilisent les Tories

La volonté des travailleurEs de continuer les grèves intervient alors que Rishi Sunak est confronté à une crise politique d'une nouvelle ampleur. Le Labour est en tête dans les sondages pour une élection partielle à Uxbridge et South Ruislip le 20 juillet. Il s'agit du siège précédemment détenu par Boris Johnson avec une majorité de plus de 7 000 voix.

Tout aussi incroyable, les Tories pourraient également perdre des élections partielles le même jour à Somerton et Frome (majorité conservatrice de plus de 19 000) et à Selby et Ainsty, que les conservateurs ont remportées avec plus de 20 000 voix en 2019. [...]

De nombreux conservateurs sont résignés à leur sort. Andrew Rawnsley, le commentateur politique en chef de l'Observer, s'est rendu la semaine dernière à la fête d'été du magazine de droite *Spectator*. Là, « un ancien ministre a avalé une gorgée de champagne avant de dire : "De toute évidence, nous serons éliminés. La question est de savoir si ce sera pour cinq ou dix ans" ».

Il est temps de saisir l'occasion et de faire de cet été un été de grèves très chaud pour les conservateurs.

Charlie Kimber

Version intégrale : <https://socialistworker.co.uk/news/escalate-strikes-to-increase-pressure-on-fragile-sunak/>



Retrouvez l'actualité des luttes, les analyses anticapitalistes et les positions du NPA sur :

<http://lanticapitaliste.org>
<http://nouveauantipartianticapitaliste.org>



Le climat social dans le pays est embrasé depuis le début de l'année et les différents mouvements de jeunesse ont rejoint la lutte avec des revendications fortes et claires. Que ce soit le mouvement climat, celui des retraites ou dernièrement les révoltes des jeunes des quartiers populaires à la suite du meurtre brutal du jeune Nahel par la police. Le gouvernement n'offre en réponse à ces luttes que la répression, toujours plus forte et, comme perspectives d'avenir, l'exploitation, la précarisation de plus en plus jeune et la militarisation afin de bloquer toute autre pensée critique au nom des valeurs de la République.

Dossier coordonné par les Jeunesses anticapitalistes du NPA

FACE AUX POLITIQUES CLIMATICIDES, ANTI-SOCIALES ET AUTORITAIRES



LA LUTTE ÉCOLOGIQUE, HORIZON D'ESPOIR ET D'AVENIR POUR LA JEUNESSE?

Jour après jour, les nouvelles critiques arrivent des quatre coins du globe à propos de l'état du vivant, des pollutions, de la dégradation du climat et de leurs conséquences. Face à cette évolution, il y a une constante: le déni et la poursuite des schémas de production du passé. En bref, la poursuite du capitalisme au détriment de tout le reste!

Une bonne nouvelle cependant, la jeunesse est au rendez-vous depuis plusieurs années dans les luttes écologiques.

L'inaction écologique: une passivité volontaire

Quel monde pour les jeunes? Ceci n'est pas une question qui préoccupe le gouvernement. Au contraire, il s'agit là d'inaction destructrice en pleine conscience. À titre d'exemple, alors que l'on demande aux individus de prendre leurs responsabilités vis-à-vis des gestes du quotidien, le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau annonce vouloir réintroduire des pesticides cancérigènes et nocifs pour l'environnement. Quant au ministre de l'Écologie Christophe Béchu, à l'heure où la situation climatique est à l'urgence, il n'est pas favorable à l'interdiction de l'utilisation de jets privés. Un avis partagé par la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, qui, au contraire attaque les écologistes qui seraient «à côté de la plaque» dans ce combat. Macron, lui, promet une montagne de subventions pour le secteur aéro. Plus inquiétant encore, Airbus prévoit le doublement de la flotte mondiale d'ici 2040. Voilà quelques exemples du laisser-faire des capitalistes, du moment que la machine à profits continue de tourner. Toujours le même schéma: responsabiliser et culpabiliser la population, préserver

la surproduction et les super-riches. Accroître le capitalisme encore et encore, avec ou sans planète. Pour faire face à l'inaction compromettant son avenir, la jeunesse se tient prête à la mobilisation.

Des grèves pour le climat à aujourd'hui, tout reste à changer

Depuis les grèves pour le climat en 2018-2019, la jeunesse s'est fortement mobilisée sur la question de l'écologie. De manière assez institutionnelle tout d'abord, puisque ces grèves se sont illustrées par une passivité profonde, réalisées hors des écoles et limitées à une approche de dénonciation des responsables de la catastrophe environnementale, sans aucune forme d'affrontement vis-à-vis de ces responsables: ni revendications fer de lance, ni activisme et élaboration au sein des établissements.

C'était un mouvement très jeune, quasi exclusivement composé de collégienEs, lycéenEs et étudiantEs. Les adultes dans leur globalité jouaient la posture: «ton avenir, ton combat». C'était la force et l'impasse de ce combat. Les restrictions de la crise Covid-19 y ont mis un terme avant de voir émerger depuis deux trois ans, de nouvelles formes de luttes. Tout d'abord, une série d'écoles souvent renommées, notamment d'ingénieurEs, ont vu de nombreux appels à «bifurquer» ou à «abandonner ce système». Cela a eu un certain écho médiatique, dans ces écoles et dans



Depuis les grèves pour le climat en 2018-2019, la jeunesse s'est fortement mobilisée sur la question de l'écologie

des secteurs pros de l'ingénierie, mais sans parvenir à initier et développer un mouvement en leur sein. D'autre part, nombre d'organisations ou de collectifs furent créés ou investis par des jeunes (souvent un peu moins jeunes que lors des grèves pour le climat). Surtout, ces collectifs ont développé l'affrontement

symbolique ou physique contre les biens des criminels écologiques. Tout en posant les fondations de revendications claires et populaires face à l'urgence environnementale, et enfin en tissant des liens théoriques et pratiques avec d'autres forces écologiques et (un peu) du mouvement ouvrier.

La carence principale est que le domaine scolaire — lieu où la jeunesse passe la plupart de son temps — reste désert en termes d'activisme écologique. Que ce soit sur l'accès et l'organisation de la scolarité, par qui cela est fait et sur le but même de l'école. Aussi, l'école — une pierre angulaire du système capitaliste — est devenue un lieu avec trop peu de contestations pour le renverser et en changer. Cependant, au vu de la dynamique à l'œuvre dans une importante partie de la jeunesse, l'espoir est permis. Il ne s'agit pas de verser l'essentiel des luttes écolos dans le domaine scolaire mais d'y ouvrir une brèche.

Construire et lier des campagnes de l'écologie radicale

Après le mouvement pour nos retraites sont apparus des slogans régulièrement repris tels que «Pas de retraitéEs sur une planète brûlée!» Une orientation qui a été d'ailleurs dès le début du mouvement portée par les Jeunesses anticapitalistes. Quant aux Soulèvements de la Terre, ils ont permis de résister, d'ouvrir le champ des possibles en termes de pratiques de lutte, de liens, de politisation, mais aussi de débats sur la suite et l'évolution nécessaire de la société. La déclaration du 29 juin de la porte-parole d'Attac, Youlie Yamamoto, est explicite: «L'appel à la justice pour Nahel lors du rassemblement des Soulèvements de la Terre s'est présenté comme une évidence qui n'existait pas il

y a quelques années. Une convergence des justices qui semble avoir franchi un seuil après de multiples tentatives d'alliance entre les mouvements des quartiers populaires, sociaux et écologistes». Le lien, pas si évident entre une révolte de la jeunesse et le mouvement écologiste, s'exprime en quelques mots: le droit à vivre. Quant à l'écologie dans les quartiers, elle s'exprime contre la gentrification et les passoires thermiques, pour faire face à la destruction des jardins ouvriers dans le cadre des JO ou encore, autour d'une alimentation de qualité dans les cantines. De plus en plus, elles trouvent un écho dans les associations de proximité. Pour faire évoluer ces composantes du mouvement écolo, il faut développer des campagnes radicales et populaires de terrain à propos des JO, de l'alimentation végétalisée, des ravages de Total et jusqu'au contenu de nos cours et nos métiers. Ces axes doivent s'appuyer sur les syndicats et les associations et l'école doit être un lieu de lutte central et décisif en étant le terreau des expériences autogestionnaires pour tracer le futur de la jeunesse. La mobilisation est à construire dans les écoles, les facs, les lycées, la rue, partout où est la jeunesse. L'articulation des luttes sur le lieu de scolarité, de travail, dans les champs ou bien des mouvements de masse sans lieu spécifique reste à discuter et à déterminer dans l'action et à chaque moment. **Pauline, comité jeunes de Montpellier, et Dix Vernet**

DU SNU À LA RÉSISTANCE DE LA JEUNESSE, POUR UN AVENIR ÉMANCIPÉ

Le SNU (Service national universel) est un dispositif gouvernemental créé en 2019 sous le gouvernement d'Édouard Philippe. Il vise à réunir des jeunes âgés de 15 à 17 ans dans un esprit mélangeant colonie de vacances et internat militaire. Au programme, dès 6h30 du matin, levée des couleurs au chant de la Marseillaise, tout en arborant l'uniforme du SNU aux couleurs modernes, plutôt que le classique treillis militaire.

Chaque jour, les volontaires participent à des modules collectifs et pratiques, initiation au code de la route, premiers secours, sport, institutions européennes, etc. Et n'oublions pas le couvre-feu à 22h30. Un programme vendu comme une occasion de faire du brassage social et d'apporter des réponses à tous les maux qui traversent les différentes strates de la jeunesse. On y parle de thèmes comme l'écologie, la citoyenneté. Le tout, encadré par des gendarmes sur le temps scolaire.

De quelle jeunesse parle-t-on ?

Le brassage social des macronistes est depuis 2019 est un véritable échec. Pour 2022, on décompte 32 416 volontaires contre 50 000 jeunes attendus à minima. Cette expérimentation n'a pas rempli ses objectifs initiaux en matière de représentativité sociale — 33% des participantEs en 2022 ont au moins un parent qui travaille dans les corps en uniforme. Alors qu'ils ne représentent que 2% de la population générale. La commission des finances du Sénat indique au sujet du brassage social : « Les jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville (QPV) ont représenté environ 5% des jeunes qui ont participé au séjour de cohésion en 2022,

NON A L'ARMÉE A L'ÉCOLE!



IL YA DÉJÀ LE MEDEF!



COUCOU!



CHARMAG

alors qu'ils constituent 8% des 15-17 ans en France.»

Le système capitaliste ne tient plus ses promesses de progrès social. Il est au contraire un mélange d'inflation galopante, de violences sociales permanentes et de catastrophe écologique poussant à une radicalisation des luttes et une contestation forte du pouvoir. Le gouvernement veut imposer par le SNU son sens de ce qu'est l'engagement

et mater en parallèle tous les mouvements de jeunesse, comme dernièrement avec la dissolution des Soulèvements de la Terre et la répression de la révolte des quartiers populaires. L'élite a besoin d'une adhésion massive aux idéaux qu'elle défend et le SNU est un des outils de cette mainmise de l'État sur les ados. C'est-à-dire l'âge où les questions d'émancipation sont au centre même de l'existence.

La réponse du gouvernement

À la suite de la mobilisation massive de la jeunesse pendant le mouvement des retraites, Macron a dû se résoudre temporairement à suspendre l'obligation du SNU. Au travers de Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse, il adopte une approche beaucoup plus offensive et la stratégie change. La secrétaire d'État se refuse donc à rendre

le dispositif obligatoire (pour l'instant) mais compte intégrer totalement la première phase de cohésion sur le temps scolaire dès mars 2024. Le projet prévoit aussi de favoriser les dossiers des élèves volontaires sur Parcoursup, ajoutant un obstacle supplémentaire à l'accès aux études supérieures tout en maintenant le célèbre mythe de la méritocratie républicaine. Le but est clair : sélectionner toujours plus, mettre au pas la jeunesse, réduire au silence toute contestation. C'est tout le domaine de la scolarité qui est attaqué. Après la réforme des lycées pros permettant d'accroître l'esprit d'entreprise et l'exploitation, le gouvernement utilise ici l'école. Ceci dans un contexte de remilitarisation mondiale très inquiétant. Nous voyons aujourd'hui les différentes offensives réactionnaires se poursuivre et particulièrement contre le milieu universitaire dont sa partie critique contre le racisme est qualifiée « d'islamogauchistes », « d'indigénistes », de « séparatistes », tous les moyens sont bons pour imposer leur vision d'arrière-garde, autoritaire et fascisante. En macronie, la critique et la scolarité ne sont plus au programme.

Les perspectives de la jeunesse face à l'offensive réactionnaire

Tandis que les files d'attente à l'aide alimentaire ne diminuent pas, le SNU illustre l'absence de politique sincère envers la jeunesse. Les réformes successives, telles que Parcoursup imposant une sélection à l'université et la

réforme des lycées professionnels, asservissent les jeunes apprentisEs et futurEs travailleurEs, ne répondent pas aux aspirations réelles des jeunes. En fin de compte, le SNU est le symbole d'un système politique menant une rude offensive à leur rencontre.

En fin de compte, le SNU est le symbole d'un système politique menant une rude offensive à l'encontre des jeunes

Le gouvernement préfère investir dans les relents patriotiques, militaristes et méritocratiques plutôt que dans le social. La jeunesse, le corps enseignant et les autres couches de la société doivent donc se mobiliser, car l'enjeu est double : il faut empêcher l'extension et l'obligation du SNU, puis exiger sa suppression pure et simple. De nombreux syndicats prennent déjà position sur le sujet, mais une dynamique de la jeunesse doit émerger (au-delà des pancartes en manif). Il faut construire une mobilisation populaire et radicale dans et au-delà des lycées et des facs, voire devant les casernes.

En effet, en plus des idées antimilitaristes, nous devons apporter une véritable réflexion anticapitaliste et émancipatrice qui est plus que jamais nécessaire à notre époque.

Amaury

POUR UNE JEUNESSE QUI NE SE TIENT PAS SAGE

Le premier semestre de l'année 2023 a été marqué par de fortes mobilisations : contre la réforme des retraites, contre les mégabassines et la guerre de l'eau et, plus récemment, en réponse au meurtre de Nahel, 17 ans, abattu à bout portant par un policier. Mobilisations auxquelles le gouvernement n'a répondu que par la répression et l'autoritarisme.

À chacune de ces échéances et avec une certaine détermination, la jeunesse a répondu présente. En parallèle, le gouvernement continue sa politique de casse sociale et notamment de casse du service public d'éducation. La politique anti-jeune de Macron, tout comme la répression des mobilisations auxquelles les jeunes participent ou sont à l'initiative, démontrent en réalité une politique violente et paternaliste envers une jeunesse considérée comme une variable d'ajustement du système, incapable de penser par elle-même et qui par-dessus tout, doit se tenir sage. Dans la continuité de la mandature précédente et avec un certain saut qualitatif, l'agenda du gouvernement s'est accéléré depuis la réélection de Macron en avril 2022. S'enchaînent depuis lors réformes régressives, amendements sécuritaires, lois racistes, projets inutiles et polluants, etc. Dans le même temps et pour faire taire le mouvement social, une répression quasi-inédite en France a été exercée par le gouvernement et sa police. Face à cela, la jeunesse, porteuse de plus de radicalité, a pris part à toutes les luttes.

Répression du mouvement social et écologiste

Alors que la mobilisation contre la réforme des retraites était trans-générationnelle, ce sont principalement des jeunes manifestantEs qui ont été prisEs à partie par la police. Interpellations arbitraires, ciblage, matraquages, humiliations, gazages. La volonté de mettre la jeunesse au pas s'est particulièrement illustrée, notamment après le 49.3 et les manifestations nocturnes, grandement composées de jeunes, comme à Lille ou à Paris. Cette forme de mobilisation, plus radicale que les manifestations de l'intersyndicale, a posé la question de la confrontation directe avec l'État et sa police. Cette dimension de confrontation reflète une profonde détermination dans la jeunesse, alimentée par un avenir incertain et marqué par la précarité et la crise climatique.

Mais encore, comme on le voit depuis les grèves pour le climat, la jeunesse est à l'avant-garde des mobilisations écologistes. Cette année, la lutte écologiste radicale s'est massifiée et ce sont par exemple 30 000 personnes, dont beaucoup de jeunes, qui ont participé à la manifestation

à Sainte-Soline, avec une dimension d'affrontement plus claire face aux criminels climatiques et de sabotage des projets destructeurs. Défendre notre avenir sur une planète vivable, c'est devoir s'affronter à une violence innommable : 7 hélicoptères, tirs de grenades, policiers en quad tirant des LBD, plus de 200 de blessés dont certains dans le coma, un accès aux secours empêché...

Répression des quartiers populaires

Aujourd'hui la police française est considérée comme la plus violente des polices des États de l'Union européenne. Ancré dans les quartiers populaires depuis des années, le caractère raciste de la police s'est à nouveau illustré le 27 juin à Nanterre où un policier a abattu Nahel, un jeune homme de 17 ans suite à un « refus d'obtempérer ». En 2022, 13 personnes ont été assassinées par la police dans des conditions similaires. Nous pensons également à Alhoussein Camaral, jeune de 19 ans tué lors d'un contrôle routier à Angoulême. Ce sont pour la plupart de jeunes hommes, racisés, issus des quartiers populaires.

À la suite de ce meurtre, des révoltes ont éclaté partout en France. Comme en 2005 à la suite de la mort de Zyed et Bouna, la jeunesse des quartiers populaires s'est soulevée. Elle a été réprimée avec une intensité rare, voire inédite. L'intervention du RAID et de la BRI en sont le marqueur : ces corps de police ne sont pas formés au « maintien de l'ordre », mais à la lutte contre le terrorisme et le « grand-banditisme ». 3 200 personnes ont été interpellées, âgées en moyenne de 23 ans. Le bilan, de fait, s'alourdit : un jeune homme de 27 ans assassiné à Marseille, et un autre entre la vie et la mort à Mont-Saint-Martin. Face au refus de compter les morts, la réponse de l'État est celle de l'escalade répressive. Ces révoltes surviennent évidemment à la suite des meurtres et de leur caractère éminemment raciste mais elles font également suite au racisme et aux discriminations quotidiennes, à des années d'abandon des quartiers populaires et au délitement, voire à la suppression des services publics par l'État, traduisant la considération des gouvernements successifs à leur égard : « des citoyenEs de seconde zone ».



Lors de 6^e Journée de mobilisation contre la réforme des retraites, le 7 mars 2023. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Nous pouvons comprendre le continuum des politiques anti-jeunes de Macron et de son gouvernement, nous ressentons les injustices et les violences du système

Non, la jeunesse ne se tiendra pas sage

Cette politique répressive cache aussi une politique paternaliste envers les jeunes. Sommes-nous incapables de penser, réfléchir et décider par nous-mêmes ? Nous pouvons comprendre le continuum des politiques anti-jeunes de Macron et son monde, nous ressentons les injustices et

les violences du système, nous avons des propositions pour notre avenir. Pourtant, les mobilisations de jeunesse sont systématiquement moquées, méprisées : « ça te passera avec l'âge ! » Au-delà, l'État choisit de nous criminaliser. Nous violenter, interpellé, brutaliser, casser nos révoltes ou nos blocages d'université, couper nos cortèges jeunes. C'est ignorer notre parole, notre colère, c'est vouloir l'enfourner. FuturEs travailleurEs, le capitalisme a besoin de nous et de notre obéissance, comme le montre la déclaration du préfet de l'Hérault : « Deux claques et au lit ». En plus d'accuser les familles d'être responsables de la violence du système, ce dernier propose la violence éducative. Alors non, la jeunesse ne se tiendra pas sage. Au contraire, soyons l'étincelle qui détruira le système. **Héloïse, Louis et Louise**

MIGRANT·E·S À Rennes, l'accueil digne est toujours un combat

Après avoir occupé un parc proche du centre ville, les migrantEs ont été relégués à la périphérie de Rennes car cela dérangeait : cachez ces migrantEs que l'on ne saurait voir ! CertainEs sont là après avoir dû quitter un autre département, d'autres ont été expulsés d'un squat.

Pour les primo-arrivantEs, pas question de toucher tout de suite l'aide à laquelle elles ont droit : les services sont saturés, pas de rendez-vous avant 2 mois, pas avant 5 mois pour les déboutés ! En attendant, débrouillez-vous...

Comble de l'hypocrisie...

La majorité municipale, dans le même temps, fait la promotion d'une pétition pour exiger un accueil digne des migrantEs en Europe. Cette initiative citoyenne européenne (ICE), partie d'une intention louable de collégienEs, vise à porter cette revendication au niveau de la Commission européenne. Toutefois, elle ne réclame qu'une meilleure répartition des migrantEs entre les États et seulement une révision du règlement Dublin.

À grands renforts de panneaux lumineux, la maire de Rennes fait sa com' sur cette ICE mais... refuse de fournir un accès direct à l'eau pour les personnes qui doivent survivre sous des tentes — installer un tuyau serait dérangeant pour les promeneurs (décidément !). Il aura fallu un mois pour que la ville daigne ouvrir des douches qui se trouvent à 300 mètres. De même pour les toilettes ! Il ne faut pas être malade ! Quant à l'électricité, des tables, des chaises, n'en parlons pas. Est-ce ainsi que la ville de Rennes conçoit un accueil digne ?

Lutter, encore...

On est bien loin de la promesse de la maire de Rennes qui, pour son premier mandat, avait affirmé qu'il n'y aurait pas d'enfants à la rue. Seule la mobilisation des parents d'élèves des écoles rennaises a imposé la mise à l'abri des familles, tout au long de l'année scolaire ! Malgré cela, des enfants à la rue, il y en a toujours !

Pour nous, l'accueil digne doit être inconditionnel et suppose conditions de vie décentes. L'hébergement est un droit universel. La Mairie a le pouvoir de réquisitionner des lieux, et il y en a ! Il nous faudra l'imposer ! Décidément, les raisons sont nombreuses de nous révolter, de nous soulever... Liberté de circulation et d'installation !

CorrespondantEs



À Rennes, la mairie a lancé le bal des hypocrites : éloigner les migrantEs du centre ville sans eau ni électricité, et promouvoir une initiative citoyenne pour l'accueil des migrantEs. NPA

Ce jour-là, la direction du musée de l'Immigration, qui vient de rouvrir le 17 juin après trois ans de travaux, organise un « Educ tour » pour les guides-conférencierEs afin de les inciter à faire venir au musée... leur clientèle.

Un bon jour, donc, pour les militants de la CGT Culture pour exprimer leur colère face à l'externalisation galopante, dont l'épicentre est désormais à la Porte Dorée. Comme d'autres avant lui, le musée de l'Immigration a décidé, dès 2021 quand Pap Ndiaye en était encore directeur, de ne plus salarier les guides-conférenciers qu'il embauchait depuis parfois 15 ans, imposant à ses 8 conférenciers habituels de passer au statut de micro-entrepreneur (bien moins protecteur, en particulier pour la retraite) et cela pour un tarif horaire inférieur : 35 euros net contre 67 euros net de l'heure, sans majoration les dimanches et jours fériés. 7 guides-conférencierEs ont refusé.

Un métier très précaire et menacé

Comme l'explique Marie-Noëlle, en pleine diffusion de tracts, cette précarisation constitue une attaque supplémentaire contre le métier de guide-conférencierEs. En plus de trente ans d'expérience, elle a vu les contrats changer : « Depuis la création de l'auto-entreprise, la plupart des agences de tourisme nous demandent des factures. Donc, soit nous devenons "auto-entrepreneurs forcés", soit nous devons faire appel au portage salarial (qui a un coût) si nous voulons garder un statut salarié », explique-t-elle. Un statut bien précaire...

Les musées qui salarient encore sont donc les dernières poches de résistance à la précarité. Nathalie Ramos, secrétaire générale de la CGT Culture-syndicat national des musées et domaines, explique le mouvement général en cours en partant de l'exemple de la RMN (Réunion des musées nationaux) : « le volume horaire de commandes de visites-conférences est passée de 12 000 à 6 000 il y a quelques années. Pour 2023, ce volume serait de 1 000 heures seulement ». Le Louvre est la cause de cette baisse massive, car « les prestations de la RMN ne correspondraient pas aux attentes du Louvre qui les juge trop pointues », poursuit-elle avant de s'inquiéter pour la carte professionnelle de guide-conférencier. Reçu fin juin par le ministère de la Culture, son syndicat a alerté

CULTURE Quand l'État ubérise les guides-conférenciers

Le 6 juillet, sous un beau soleil matinal, les portes du Palais de la Porte Dorée (Paris, 12e) à la façade néocoloniale s'ouvrent. Quelques enfants en sortie d'école entrent tandis qu'une trentaine de militants installent drapeaux, banderole et tracts pour sensibiliser à l'ubérisation des guides-conférenciers.



Le 6 juillet, à la Porte Dorée, en soutien aux guides-conférenciers. NPA

sur les volumes horaires et sur la « modernisation » de la carte. L'objectif serait-il que le métier de guide-conférencier devienne un job étudiant ?

Une précarisation accélérée depuis dix ans

Aude, guide-conférencière, rebrousse chemin à la lecture du tract, assumant pleinement sa solidarité avec les militantEs mobilisés. Le musée de l'Immigration, elle avait envie d'y accompagner des scolaires en tant que bénévole, mais aussi des réfugiés dans le cadre associatif. Elle dit qu'au niveau social, l'accueil est formidable : tout est gratuit ! Selon elle, le métier de guide-conférencier est menacé. En 2009, avec la création du statut de micro-entrepreneur sous Sarkozy, les vacances se sont réduites. En 2011, on a fusionné les guides et les conférenciers et fait disparaître la notion d'interprète et « avec l'arrivée des plateformes, la précarisation s'est accélérée ». Depuis, les musées font de plus en plus appel à des médiateurs scientifiques et culturels « qui peuvent être très compétents, précise Marie-Noëlle, mais ils

n'ont pas la même approche que nous qui essayons de nous adapter totalement à notre public et de répondre à des questions parfois très précises ».

On estime que les guides-conférencierEs étaient entre 3 000 et 4 000 avant le covid. Ils et elles seraient 40 % de moins depuis, car n'ayant reçu aucune aide, nombre d'entre eux et elles ont dû quitter le métier.

Adapter la réglementation aux pratiques des musées

Surtout, de nombreux musées nationaux s'affranchissent de l'obligation de recruter du personnel détenteur de la carte professionnelle. Et il n'est pas rare de constater que « lors des recrutements, la carte est appréciée mais non obligatoire », souligne Marie-Noëlle.

Au musée de l'Immigration, la direction n'est pas la dernière à l'avoir dit : « Nous, la loi on s'en arrange », aurait affirmé Pap Ndiaye du temps où il était directeur, annonçant ce que dénoncent aujourd'hui les militantEs mobilisés : le changement de réglementation pour s'adapter aux pratiques.

Ainsi, au Château de Versailles, la prochaine réouverture des appartements de Marie-Antoinette pourrait avoir lieu « avec des étudiants de l'école du Louvre à qui on a proposé d'organiser des visites guidées à la chaîne », selon le syndicat Sud Culture.

L'État externalise, ubérise et précarise ses guides-conférenciers. Il s'agit bien entendu de faire pression sur les salaires dans la culture comme ailleurs, mais aussi d'offrir des visites-conférence standardisées, normalisées et formatées, marketées et marchandisées, loin de l'idée que nous sommes encore nombreux à nous faire de la culture. Réfléchir et penser, point trop n'en faut... Le risque de rébellion serait-il trop grand ? C'est en tout cas la crainte que semble avoir exprimé la direction du musée de l'Immigration en appelant la police au lieu de venir elle-même dialoguer avec des militants paisibles. Une première, selon le syndicat CGT Culture ! Une provocation aussi... qui a fait flop ! Décidément, le musée de l'Immigration ne manque pas d'être à la pointe de la macronie.

Fabienne Dolet

SURVEILLANCE La police des bailleurs sociaux arrive à Saint-Denis

Et une et deux et trois... polices à Saint-Denis ! Et bientôt quatre ! Ça manquait. En plus de la nationale, de la municipale, des gardes urbains, voilà maintenant les « rondiers » du GPIS (Groupement Parisien Inter-bailleur de Surveillance) qui vont intervenir sur le patrimoine du bailleur Plaine Commune Habitat (PCH).

Pour le moment, c'est à titre expérimental pour six mois à partir d'août 2023, pour 200 000 euros et seulement sur 20 sites comprenant un peu plus de 3 300 logements sur les 20 000 que possède le bailleur. Mais l'objectif c'est que le dispositif soit pérenne.

Des « rondiers » au pied des immeubles

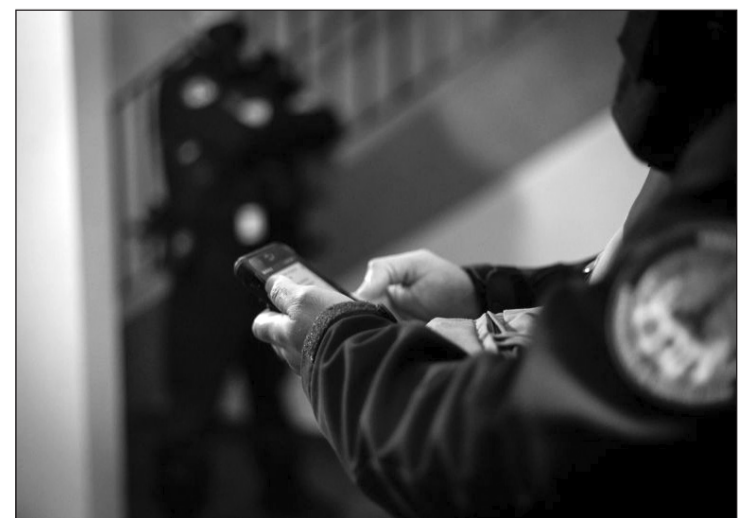
Créé en 2004, le GPIS intervient déjà à Paris à l'initiative d'un groupement de 12 bailleurs. Il se vante dans son bilan 2022 d'avoir réalisé 54 712 missions pour

l'essentiel consacrées à « l'éviction » de 71 509 personnes des halls, des espaces publics et des parties communes, toujours sur la base d'appels de locataires. La cible ? Clairement les regroupements de jeunes. Ces « rondiers », souvent anciens policiers ou militaires, constitués en patrouilles, habillés en bleu avec gilet pare-balles, bâtons de défense et gazeuses, interviennent en continu, 7 jours sur 7, de 16 h à 4 h du matin. La loi de Sécurité globale de 2021 leur a, de plus, donné le droit d'être assermentés et donc de verbaliser les infractions liées aux détériorations,

à l'abandon des déchets ou à l'épanchement d'urine.

Mathieu Hanotin, maire de Saint-Denis, qui a fait le choix du tout sécuritaire pour « équilibrer » sa ville, au mépris des services publics municipaux, de l'accompagnement de la jeunesse, du soutien à l'école, rajoute une pièce à son dispositif répressif après la centaine de policiers municipaux recrutés et l'installation d'un centre de gestion des caméras vidéo qui se sont multipliées. Impasse assurée dont les DionysienEs font les frais.

Correspondant



AGRICULTURE **Ni NBT ni OGM, seulement du bio!**

La Commission européenne souhaite assouplir la législation concernant les OGM, en vigueur depuis 2001. Les États-Unis étant très avancés dans la recherche en matière de modification du génome (et sur les brevets afférents), la Commission, pour entrer en compétition, et malgré les dérogations à la législation sur les OGM, a donc trouvé une nouveauté: les NBT (New Breeding Techniques).

Plutôt que de transformer le modèle agricole productiviste, dopé à la chimie, émetteur de près de 30% de GES (gaz à effet de serre) mis en cause dans le réchauffement climatique, la destruction de la biodiversité, l'appauvrissement des sols, l'empoisonnement de l'eau, la malbouffe, la Commission européenne défend les NBT en vantant leur capacité à adapter des plantes au manque d'eau et à réduire l'utilisation de produits dits « phytosanitaires ».

Les NBT, des OGM comme les autres?

Les OGM ont mauvaise presse. Les luttes des faucheurs volontaires et autres opposantEs qui ont dénoncé leur nocivité, sont passées par là. Il importe donc de changer l'image et le discours pour faire entrer en scène la « nouveauté » qui arrive sous la forme des NBT : techniques qui permettent d'agir

sur des organismes en activant, coupant, collant certains gènes (technique CrispR) alors que pour les OGM, on ajoute le gène d'un autre organisme pour modifier ses performances. Les promoteurs des NBT, le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau en tête, essaient de faire croire que les modifications du génome ainsi opérées sont comparables à celles obtenues par la sélection végétale traditionnelle et, par là même, tentent d'en finir avec l'image des affreux OGM de Monsanto qui rendait son maïs tolérant au Roundup! Pourtant, Jérôme Enjalbert, chercheur à l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), explique dans *Libération* du 5 juillet que « à partir du moment où l'homme réécrit volontairement une partie de la séquence ADN... grâce à une manipulation ciblée, c'est de l'OGM ». Il s'agit bien d'un bricolage génétique. De même, le

CESE (Conseil économique social et environnemental) préconise d'appliquer le principe de précaution quand le recul n'est pas suffisant pour déclarer l'innocuité des NBT.

Assez de fausses solutions, une révolution!

Les gouvernants ont choisi de faire croire que les sciences réussiraient à répondre à tous les maux créés par les modes de production capitalistes. Alors que la crise écologique se manifeste sous toutes ses formes et que la nécessité absolue d'en finir avec la privatisation, l'accaparement des biens communs que sont les sols, l'air, l'eau, les ressources du sous-sol, est une urgence vitale, les gouvernants persistent dans leurs politiques écocides, antisociales et autoritaires. Le temps est vraiment venu de rallier tous les opposantEs au capitalisme destructeur, de se soulever pour sortir du vieux monde en s'inspirant



De nouvelles techniques mais toujours des modifications génétiques! PHOTO: PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

des expériences existantes et des réflexions menées par des collectifs de citoyenEs, de scientifiques, de luttes fécondes, pour créer d'autres modèles de sociétés.

Commission nationale écologie du NPA

RACISME **À Angoulême aussi, la police tue**

Alhoussein Camara avait 19 ans. Le 14 juin dernier, alors qu'il allait, comme d'habitude, embaucher dans une base logistique à Roulet, près d'Angoulême, il a croisé la route de la police. Alhoussein a été tué, par balle. Jeune guinéen, il jouait au football avec le club de Leroy-Angoulême. Ses amiEs, ses proches, ses collègues le pleurent et demandent justice.

La réaction a été immédiate. Des centaines de personnes, du quartier de la Grande-Garenne à Angoulême, se sont mobilisées en occupant la rue le soir même. Et le lendemain, le rond-point de l'Éperon dans le centre-ville a été occupé une bonne partie de la journée. Le samedi qui a suivi, une marche a réuni plus de 1000 personnes. Il y avait beaucoup d'émotion, et en face une police sur-armée. Plusieurs personnes ont subi de la répression (arrestations, gazages...). Cela était déjà un peu inhabituel pour une ville comme Angoulême où, globalement, la répression policière lors des manifestations n'est pas très forte (bien que plusieurs arrestations aient eu lieu ces dernières semaines lors d'actions militantes). Il faut dire que la police, gangrenée par le racisme, ne supporte pas de voir

des NoirEs et des Arabes défiler, revendiquer, être en colère.

La mort de Nahel

La mobilisation complètement spontanée, même si plusieurs collectifs, syndicats, partis ont apporté leur solidarité (collectif Baobab, Attac, Solidaires, NPA, LO, LFI...), a été suspendue. Notamment parce qu'il y avait le temps du deuil, rendu compliqué par l'autopsie et les difficultés à rapatrier le corps en Guinée où la famille voulait qu'Alhoussein soit enterré (ce qui est fait désormais). La possibilité que ce crime policier tombe dans l'oubli était réelle. Mais le 27 juin, la mort de Nahel, tué lui aussi par un policier, a enflammé les quartiers de France. Les similitudes entre les deux morts sont telles que la colère a surgi: la mort d'Alhoussein n'était pas un fait divers. La police tue. C'est systémique. Une quinzaine

de personnes sont tuées chaque année. Nous étions nombreuxEs à le savoir, car nous avons suivi plusieurs combats, mais cette fois-ci, nous, et beaucoup d'autres, pouvions le voir: une vidéo montrant un policier tuer Nahel à bout portant alors qu'il n'était pas en danger. Qu'en était-il d'Alhoussein? Comme par hasard, la caméra du policier ne fonctionnait pas... et à 4h du matin, il n'y avait pas de témoins pour filmer. Ces mêmes caméras fonctionnent très bien lorsqu'il s'agit de filmer les jeunes ou les manifestantEs.

Justice pour Alhoussein

Dès lors, à Soyaux et à la Grande-Garenne, la révolte a embrasé les rues. Le mercredi 28 juin au soir, alors qu'un rassemblement pour dénoncer la dissolution des Soulèvements de la Terre était organisé, les noms de Nahel et

d'Alhoussein étaient sur toutes les lèvres. La justice doit être rendue. Un article de *Mediapart* a permis de remettre en lumière ce qu'il s'est passé à Angoulême, sous la plume de David Perrotin « *Pourquoi personne n'en parle?* »: 15 jours avant Nahel, Alhoussein, 19 ans, a été tué par la police à Angoulême ». On apprend aussi que le policier a été mis en examen pour homicide volontaire. Depuis, *le Monde* en a parlé, ainsi que *Sofoot* dans un magnifique article où il est surnommé le « *Mbappé d'Angoulême* ». C'est bien, mais insuffisant. La mobilisation pour demander justice est alors lancée. Un collectif se crée, autour d'une association. Samedi 8 juillet, 500 personnes ont manifesté à Angoulême. La lutte continue, pour la vérité et la justice.

Alexandre Raguet

Cagnotte: <https://www.cotizup.com/justicepouralhousssein>



Marche pour Alhoussein Camara, le 8 juillet à Angoulême. NPA

SANTÉ

Sans médecins, pas d'hôpital!

Succès massif de la grève des praticienEs hospitaliers...

Les 3 et 4 juillet, plus d'un PH (praticien hospitalier) sur deux étaient en grève pour réclamer une revalorisation des gardes de nuit et de week-end, mais aussi pour alerter sur l'austérité, synonyme de fuite accélérée des personnelEs médicaux de l'hôpital public.

« **L**a profession de praticien hospitalier est devenue un véritable repoussoir », selon les syndicats de praticiens, qui dénoncent « une hémorragie médicale en cours dans les hôpitaux publics » avec une accélération des démissions.



L'alerte est donnée depuis années... mais la casse du service public hospitalier est là. PHOTO: PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

L'austérité vide l'hôpital de ses médecins

Pour cause d'austérité à l'hôpital, l'écart de rémunération public-privé s'élargit, encore aggravé par l'inflation, alors que les conditions de travail se dégradent, que les gardes de 24 heures ou de week-end s'enchaînent avec des horaires déjà impossibles. Cela met en danger la qualité de la prise en charge et favorise les erreurs médicales. Aujourd'hui 10000 postes, soit 30% des postes de PH sont vacants. Cela aggrave les difficultés d'accès aux soins pour les patientEs, oblige à des fermetures de lits ou de services, et pas seulement d'urgences, et épuise encore plus celles et ceux qui ont le courage de rester, multipliant burn-out et suicides. Les médecins hospitaliers de l'Ufmict-CGT dénoncent les pauvres mesures gouvernementales pour « renforcer l'attractivité médicale de l'hôpital public ». Elles « entament les budgets hospitaliers, mais répondent à l'envers aux besoins de santé des populations: poursuite du recrutement d'intérimaires à prix d'or, exercice médical multisites coûteux en temps et en qualité d'exercice médical, permis de diminuer son activité hospitalière pour effectuer une activité libérale (en ville ou en clinique, présentée comme favorisant les liens ville-hôpital, comme avant 1951) ». Les politiques d'austérité et de privatisation vident l'hôpital public de ses médecins. Sans médecin, pas d'hôpital public!

Les assistants de régulation médicale du Samu en grève!

Le même jour, le 3 juillet, dans une soixantaine de départements, les assistantEs de régulation médicale du Samu étaient en grève, à l'appel de l'Association française de régulation médicale. Manque de personnels, manque de médecins, urgences saturées... La seule réponse du gouvernement a été de « fermer » les urgences, en restreignant l'accès aux seuls patientEs qui ont composé le 15. Conséquence, les appels au Samu explosent. Les assistantEs de régulation sont celles et ceux qui prennent l'appel, les coordonnées, avant de passer — théoriquement — aux médecins qui régulent médicalement l'appel. Ce protocole est souvent matériellement irréalisable, comme le souligne régulièrement l'Amuf (Association des médecins urgentistes de France), tant les appels sont nombreux et les médecins peu nombreux pour réellement les réguler. Le métier d'assistantE de régulation médicale est d'autant plus difficile que les délais d'attente s'allongent au centre 15, que les salaires sont bas, que la précarité règne, et que les personnelEs sont peu formés à ce métier difficile: la régulation téléphonique.

Frank Prouhet

ÎLE-DE-FRANCE

Lycée Angela-Davis : un nom qui dérange

Qui dérange au moins Mme Péresse qui prend très au sérieux la charge de gestion des lycées en tant que présidente de la Région Île-de-France. On s'en est bien rendu compte au lycée Angela-Davis à Saint-Denis.

Quand l'établissement a ouvert en septembre 2017, il manquait de tout, des chaises, des moyens informatiques, la wifi... et le nom, puisqu'il était désigné comme le lycée de Plaine Commune. Une assignation à un territoire et sa population jeune, pauvre, venue des 4 coins du monde. Pas la première préoccupation du Conseil régional.

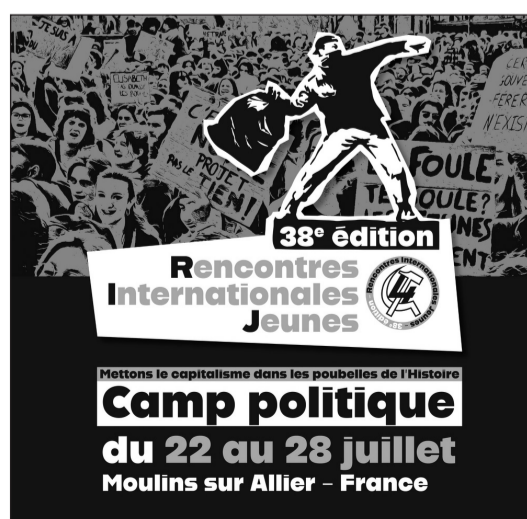
La communauté pédagogique a dû batailler pour tout. C'est donc comme une évidence que se sont imposés dans la discussion autour du nom, des figures de combattantes contre les discriminations, pour la justice sociale, comme Gisèle Halimi, Rosa Parks et Angela Davis. À l'issue d'un processus de délibération, c'est ce nom qui a été choisi en 2018, pour sa singularité : une femme militante féministe, antiraciste et communiste. Tout ce que la droite et l'extrême droite exècrent.

Un lycée oublié par la Région

En cinq ans, le nom du lycée n'a jamais été validé par la Région alors qu'il l'a été à la mairie et au rectorat. Et la Région a continué à « oublier » les besoins du lycée. À la rentrée 2022, les toilettes des élèves ont été fermées pendant deux mois, avant que la région n'entame les travaux minimum. Les personnels dépendant de cette collectivité en sous-effectif chronique ont multiplié les relances et menaces de débrayage pour obtenir une partie des remplacements indispensables au fonctionnement du service. Pourtant, en pleine mobilisation pour défendre les retraites, Mme Péresse s'est souvenue du lycée en annonçant sa volonté de le nommer Rosa-Parks. À la demande du rectorat, la communauté éducative a donc revoté le 21 juin, parents, élèves, enseignantEs, confirmant le nom d'Angela-Davis. Et « démocratiquement », Valérie Péresse a fait acter par sa majorité le nom de Rosa-Parks.

Quand le nom d'un établissement devient le symbole du mépris des choix de la population et se double d'une volonté d'opposer symboliquement deux femmes militantes de l'émancipation, la seule réponse possible, c'est d'unir les énergies pour imposer le respect de ces combattantes inlassables et inspirantes.

Cathy Billard



POLITIQUE L'extrême droite face à la révolte des quartiers populaires

Angers, Lyon, Chambéry et, de façon différente, Lorient ont été le cadre d'une mobilisation d'environ 150 militants d'extrême droite contre la révolte des quartiers populaires et le mouvement contre les violences policière qui peine à émerger. De telles actions ne s'étaient pas produites en 2005 et sont révélatrices de l'état des extrêmes droites aujourd'hui.

Une société de plus en plus violente, la perte de contrôle de la République sur des pans entiers du territoire, la guerre civile qui vient entre séparatistes islamistes immigrés délinquants et républicains sont les « constats » partagés par groupuscules radicaux... et jusqu'à la direction des Républicains (LR)¹.

Une offensive politique contre l'ensauvagement qui prépare la guerre civile

Face à ces « constats », les réponses varient. Le changement significatif côté RN est de se placer dans le cadre « républicain » en exigeant une répression féroce de l'appareil d'État et en renforçant les moyens d'action de ce dernier. Le discours est identique au mot près du côté de Reconquête, qui va néanmoins plus loin en proposant de donner un permis de tuer aux forces de l'ordre mais aussi aux commerçants face aux émeutiers.

Parmi les groupuscules, on trouve deux orientations. Celle pour laquelle il faut se séparer, prendre le contrôle de zones rurales, en

France ou ailleurs, et laisser la société s'effondrer. Et celle qui se prépare à la guerre civile pour la mener et la gagner. Ces orientations politiques, portées y compris par LR et répétées en boucle dans les médias mainstream, notamment du groupe Bolloré, légitimement, préparent les actions violentes de la nébuleuse d'extrême droite.

Une nébuleuse fasciste violente qui se renforce mais reste groupusculaire

Si l'action de la nébuleuse mérite d'être notée, elle reste faible : 150 militants dans 4 villes. À comparer aux milliers de jeunes qui ont participé aux nuits de révoltes. Si à Lorient et à Chambéry, ces actions ont conduit à des hospitalisations ou des arrestations d'émeutiers, à Angers il s'agit uniquement d'une confrontation en centre-ville avec des militants politiques, puis de la défense de leur local par des fafs qui n'ont pu que tenir leur position. Les deux nazis arrêtés après avoir percuté une voiture sur un parking de supermarché à Lyon illustrent une nouvelle fois que

le « terrorisme » d'extrême droite est jusqu'ici le fait de demeurer... Il faut également souligner l'articulation entre ces actions et la dynamique en cours au sein des forces de répression. À Lorient, le commando est vraisemblablement le fait de militaires, sans que l'on sache s'il existe un lien avec un groupe d'extrême droite constitué. À Chambéry, les chasseurs alpins fournissent un nombre significatif de militants d'extrême droite, ce qui explique que ces derniers défilent au pas et entonnent des chants paras. Dans ces deux villes on a pu observer au moins une forme de bienveillance de la part des forces de l'ordre. On voit donc que parmi les forces de répression, il existe une tentation d'aller plus loin que les ordres et d'agir face à la guerre civile parmi des groupes militants. Ces convictions politiques peuvent également conduire à une certaine bienveillance vis-à-vis de l'extrême droite.

Offensive de l'extrême droite

Une offensive politique d'extrême droite est en cours qui a recomposé

au-delà de ses rangs entraînant une partie de la droite et de la macronie, représentant aujourd'hui des millions d'électeurs. Cette offensive se place dans le cadre républicain, nouveau vecteur qui sert à corrompre ses opposants et donc la gauche, LFI en tête, qui est exclue depuis les dernières législatives. Sans qu'elle soit directement organisée, cette offensive politique nourrit une nébuleuse fasciste violente, dont les effectifs faibles croissent légèrement. En revanche, sa confiance, son audace et donc ses actions progressent elles plus rapidement. L'ensemble du mouvement ouvrier — partis, syndicats, collectifs et associations — doit répondre à ces deux éléments, en menant une contre-offensive politique et en renforçant ses capacités d'auto-défense de façon à briser dans l'œuf la menace fasciste.

Commission nationale antifasciste

1 – <https://twitter.com/vpccresse/status/1672676580454199305?s=20> et <https://www.nicematin.com/politique/ensauvagement-un-tweet-deric-ciotti-sur-lassassinat-de-lenseignante-lui-vaut-une-volee-de-bois-vert-830114>

VÉRITÉ ET JUSTICE Adama, Nahel, Alhoussein, le 8 juillet contre les violences policières

La marche annuelle pour Adama Traoré a eu lieu le 8 juillet, et de nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives ont appelé à des rassemblements un peu partout en France après le meurtre de Nahel contre les violences policières et le racisme systémique.



Cortège à Paris le 8 juillet. TWITTER CERVEAUX NON DISPONIBLES

Adama Traoré a été tué par la gendarmerie le 19 juillet 2016 le jour de son anniversaire. Un placage ventral et le poids de 3 hommes adultes l'ont étouffé. Tous les ans, depuis 2016, le comité Adama organise une marche pour réclamer la justice et la vérité sur son meurtre dans la ville d'Adama : Beaumont-sur-Oise en grande banlieue au nord de Paris.

Cette année la manifestation était avancée au 8 juillet, dans le contexte des révoltes urbaines à la suite meurtre de Nahel par un policier 10 jours plus tôt. Plusieurs marches ont été organisées contre les violences policières un peu partout en France ce samedi.

Répression et criminalisation

Comme pour tous les mouvements de Vérité & Justice sur les morts par violences policières, ceux-ci sont extrêmement criminalisés : il y a une véritable campagne policière et d'extrême droite pour discréditer Adama et menacer sa famille et son comité de soutien.

La criminalisation a été d'autant plus forte que le comité Adama a su cristalliser une colère contre le racisme et les violences policières ces dernières années, notamment au moment de l'assassinat de Georges Floyd en 2020.

Fermeture punitive de l'accès aux transports en commun

Mais cette criminalisation a atteint un nouveau cran cette année. La préfecture du Val-d'Oise a annoncé l'interdiction de la marche (et tout ce qui l'entourait comme le concert habituel). Pour ajouter une dose

d'insulte, elle a ordonné la fermeture ce jour-là de la gare SNCF qui permet d'aller à Beaumont. Il s'agit ni plus ni moins d'une punition collective pour tous les habitantEs des quartiers contraints de rester chez elleux faute de transports en commun. Cette tactique punitive des transports est une nouveauté dans la doctrine du maintien de l'ordre et a fait son apparition récente après la mort de Nahel.

À l'issue d'un référend perdu, le comité Adama a donc maintenu son appel à une marche, à Paris place de la République. Elle a été aussitôt interdite par la préfecture, citant la protection d'autres rassemblements prévus, notamment celui en soutien à Jénine et contre les exactions de l'armée israélienne (le culot n'étouffe visiblement pas la préfecture!). La manif a été réprimée et

deux militants du comité Adama ont été arrêtés et libérés après plusieurs heures de garde à vue.

Amnistie

Nationalement un appel unitaire à réagir et manifester a rassemblé très largement partis, syndicats, associations, collectifs de quartiers populaires et comités contre les violences policières. Localement dans de nombreuses villes des appels unitaires ont également appelé à des manifestations malgré les interdictions. Notamment à Angoulême pour dénoncer le meurtre passé inaperçu d'Alhoussein abattu par des policiers alors qu'il allait au travail. Les manifestations se sont déroulées dans le calme. Là où des heurts ont eu lieu, à Paris et ailleurs, c'est parce que la police est intervenue.

La criminalisation croissante des mouvements de soutien aux victimes de violences policières est une réponse aux différents mouvements qui réclament depuis des années la fin de l'impunité de la police dans les quartiers. Elle s'inscrit évidemment dans une dynamique plus large de répression des mouvements sociaux mais ne masque pas la violence quotidienne exercée sur les populations non-blanches des quartiers populaires.

Le NPA s'est joint aux appels unitaires en se démarquant des discours louant les mérites d'une police républicaine et en défendant l'amnistie totale des jeunes révoltés arrêtés et le désarmement de la police.

Commission nationale immigration et antiracisme

Géographie

Les Métropoles barbares, de Guillaume Faburel

Le Passager clandestin, 2019, 432 pages, 12 euros.

Ce livre, paru en 2018 et réédité en poche en 2019, est un outil pour des éluEs comme nous, dans des collectivités territoriales. Pourtant, il doit être utile à tout «citoyen» qui se pose des questions sur les vies de dingue que nous menons dans les grandes villes, les métropoles notamment. Tout va vite, trop vite; on étouffe dans le béton qui s'accumule; les logements sont chers et il n'y en a jamais assez pour loger tout le monde, notamment les plus modestes; les transports saturent; l'air est pollué... Bref ça ne va pas du tout.

Quand les éluEs se penchent sur l'urbanisme

Depuis juin 2020, avec Bordeaux en luttes (LFI-NPA) nous avons une activité politique municipale à la ville de Bordeaux et en même temps à la Métropole. Merci nos 10%, nous voilà dans une galère avec certes 105 éluEs et pourtant un sentiment de solitude énorme. Comment agir, quoi penser, que dire face aux dizaines de délibérations qui tombent à chaque séance, aux milliers de pages qu'il faudrait lire?



Alors nous avons besoin d'aide, nous cherchons des éléments de réflexion, des idées que nous pouvons trouver en partie auprès des milieux militants associatifs ou syndicalistes mais pas sur tout. Concernant l'urbanisme et les politiques du logement, on est désarmés. Heureusement, sur le net, on trouve des vidéos, des articles d'universitaires comme Gilles Pinson, de géographes comme Anne Clerval ou Mathieu Van Criekingen,

d'architectes comme Christophe Hutin qui analysent et critiquent le développement capitaliste des villes.

Critique de la métropolisation

Dernièrement, on a découvert une nouvelle aide, avec Guillaume Faburel, un professeur de géographie, spécialisé dans les effets sociaux, spatiaux et écologiques (tous négatifs) des politiques d'aménagement du territoire. Après l'avoir écouté en vidéo, nous avons acheté plusieurs de ses livres, notamment *les Métropoles barbares*, une critique très claire des villes métropoles, de la métropolisation, ce phénomène comparable à la mondialisation. Les métropoles sont des lieux d'accumulation du capital, de fructification du foncier en ces temps de crise, avec l'essor de la spéculation, de la marchandisation, des lieux de concentration de pouvoir, de richesses et de densification des populations...

Les villes grandissent et se «modernisent», captent richesses, activités et emplois mais au détriment des territoires autour, au détriment aussi des populations les plus pauvres qui sont écartées, voire exclues.

C'est le règne de l'attractivité, de la concurrence entre territoires, tout est absurde et destructeur. Les conséquences démocratiques, sociales ou environnementales sont désastreuses.

Réflexions et actions militantes

Dans son livre, Guillaume Faburel ne fait pas seulement ce constat dénonciateur de la ville capitaliste. Il détaille de nombreux exemples de réflexions et d'actions militantes pour retrouver un début de contrôle par en bas, de décentralisation, de démocratie, d'autogestion salutaire pour les populations, de réappropriation de parcelles pour des jardins, pour des logements, tout cela faisant partie intégrante d'une lutte nécessaire plus générale de reprise en main de nos espaces et de nos vies.

En fait, il s'agit de mener la lutte contre les institutions et les logiques égoïstes du privé pour remettre en place les solutions solidaires et collectives. La seule issue serait donc de sortir de la ville et de la métropole, en clair de sortir du capitalisme.

Béatrice et Philippe

Tourisme

Pratique des voyages libres, d'Anton Krotov

Éditions Pontcerq, 2014, 164 pages, 9 euros.

Lectrice, lecteur, voici venir le temps des vacances, et tu vas partir en voyage... Tu le sais, cela coûte cher et tu voudrais bien adopter un mode de transport écoresponsable : as-tu pensé à l'autostop?

«Un manuel d'invitation à la route»

«L'autostop consiste à se déplacer en utilisant les voitures qui passent». Mais encore? Étonnant petit livre de Anton Krotov, publié pour la première fois en 1975, dont l'éditeur nous informe qu'il a été tiré à 100 000 exemplaires en Russie, se veut vraiment un manuel scientifique — «un manuel d'invitation à la route», selon la 4^e de couverture — d'apprentissage du stop : partir de la définition de son itinéraire, aborder la façon de se placer sur la route, affiner la manière de s'y prendre («le geste doit absolument être énergique et dirigé vers un conducteur en particulier»), évoquer le comportement à adopter en voiture, sans oublier le cas particulier du voyage la nuit — «il est dangereux et malsain de dormir en voiture car le conducteur peut lui aussi s'endormir» — penser au contournement des villes... Conseils universels, valables aussi bien en Russie qu'au fin fond de la Creuse, du Finmark ou de l'Andalousie, assortis de recommandations plus spécifiques sur le stop en hiver, par grand froid, ou sur des routes isolées (voire très isolées!).

Les développements concernant l'autostop professionnel, les écoles d'autostop, les clubs de voyage libre, les courses d'autostop, les voyages de groupe, rendant compte de l'expérience de l'auteur, attestent d'une créativité et d'une audace réjouissantes des autostoppeurs russes de la fin du 20^e siècle.

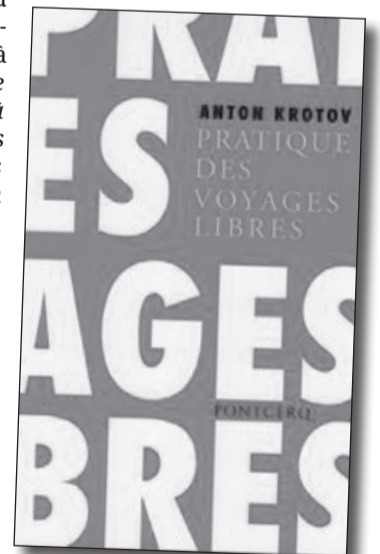
Libre dans ce monde!

Plus largement, au fil des pages Anton Krotov nous donne à voir un pays — l'URSS des années 1970 — et certainEs de ses habitantEs qui ne peuvent manquer de nous surprendre! Son récit emprunte à une forme de sociologie de terrain et nous enseigne ce que cette société, réputée fermée et minutieusement contrôlée, recelait d'espaces de liberté, de grands espaces même! Par ses conseils pour — entre autres — se faire héberger la nuit dans une ville inconnue, Krotov nous convie à un voyage libre au cœur d'un pays empreint de solidarité populaire.

L'invitation au voyage libre est aussi une profession

de foi : pour peu que vous appreniez à l'aimer et à le comprendre «le monde s'ouvrira à vous, les voitures s'arrêteront et les habitants du coin vous proposeront de vous héberger pour la nuit, et tous les habitants de cette Terre deviendront vos frères et la Terre elle-même deviendra votre maison». On a envie d'y croire et, le poing levé, d'en laisser émerger le pouce!

Vincent Gibelin



Littérature américaine

Tu vis ou tu meurs. Œuvres poétiques (1960-1969), d'Anne Sexton

Éditions des femmes - Antoinette Fouque, traduction Sabine Huynh, 2022, 400 pages, 24 euros.

Tu vis ou tu meurs regroupe quatre recueils de poèmes d'Anne Sexton, enfin traduits en français. L'autrice est une figure importante de la poésie américaine du 20^e siècle, récompensée par le Pulitzer en 1967, honorée aussi bien par les plus grandes universités américaines et la Royal Society of Literature britannique; et pourtant, elle était plus que méconnue en France.

de la femme au foyer de la classe moyenne. Ce n'est pas un hasard si elle apparaît en même temps que des autrices comme Adrienne Rich. Comme ce n'est pas un hasard que, à l'image de son amie Sylvia Plath, Anne Sexton ait été une femme victime de la psychiatrie, une femme dont les désirs de liberté et d'indépendance entraînent en

conflit avec le conformisme d'une société patriarcale et chauvine. Une femme qui n'a pas su s'adapter ou se compromettre durablement. Comme Sylvia Plath, Anne Sexton mettra fin à ses jours en 1974. Cette traduction est l'occasion de découvrir enfin son œuvre poétique.

Sally Brina



Essai

L'abolition de la prison, de Jacques Lesage de La Haye

Éditions Libertalia, 2019, 192 pages, 8 euros.

Jacques Lesage de La Haye est lui-même un ancien détenu qui a connu le parcours du combattant de la réinsertion. Il sait de quoi il parle et sa trajectoire, qui l'a conduit à participer directement aux luttes de prisonniers des années 1970, donne à sa voix une portée et une autorité considérables.

Authentique

Il écrit donc de la pointe d'une plume aussi acérée qu'authentique, qu'il met au service d'une noble cause, l'abolition de la prison. Il proclame son adhésion à l'anarchisme, il affiche la volonté d'en

finir avec le système carcéral — comment une société peut-elle enfermer certainEs des sienNEs? — et sa conviction est totale et sans concessions. Il convoque dans son texte un nombre impressionnant de penseurEs, d'autrices, d'auteurs, à l'appui de sa thèse : Foucault, Victor Hugo, Angela Davis, Victor Serge, Pierre Kropotkine, ainsi que les écrits

militants du CAP (Comité d'action des prisonniers).

Pédagogique

Pour autant, l'ouvrage n'est pas une simple proclamation politique,

ne se réduit pas à un énoncé idéologique, il prend plutôt la forme d'un réquisitoire contre la prison, son absence totale d'efficacité face aux missions que la société prétend attendre qu'elle remplisse, que ce soit la réinsertion des détenuEs ou la protection que la détention est supposée assurer à la société.

C'est ensuite un vibrant plaidoyer pour des solutions alternatives à l'enfermement, à mettre en œuvre sans attendre le grand soir, pour le respect de la dignité et des droits des personnes détenues, pour leurs revendications. Cela va des conditions d'incarcération, de l'accès au travail et au salaire, au droit de réunion et d'association. En cela, le livre prend les traits d'un programme de transition, qui trouve son apothéose à la fois dans l'exigence de l'abolition de la prison (et des autres modes d'enfermement), dans la perspective de renversement de cette société qui conduit à ce type de traitement inhumain, et dans la conviction, forte et belle, que nous — les humains — portons en nous la force et le courage qui nous permettront d'y parvenir!

Claude Moro



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

« Quand on entre en prison, c'est pour purger sa peine, pas pour mourir »

Entretien. Dans l'Anticapitaliste du 22 juin, nous avons abordé le thème de la prison. Nous revenons sur la lutte contre les violences carcérales dans un entretien avec **Najet Kouaki**, qui a créé l'association « Idir, espoir et solidarité » et est membre du Réseau entraide, vérité et justice, pour le respect et la dignité des détenuEs.

Qu'est-il arrivé à ton fils Idir et comment faire éclater la vérité ?

Je suis la maman d'Idir, un jeune homme de 21 ans qui a été incarcéré à la prison de Corbas¹ dans l'attente de son jugement, à la suite d'une conduite sans permis en course poursuite.

En Algérie, Idir s'insurgeait déjà contre la société conservatrice et rêvait d'un monde plus juste, où les femmes seraient les égales des hommes. Arrivé en France pour trouver une vie meilleure, il a pu donner un sens aux mots discrimination et racisme, et sa révolte s'est traduite par une volonté de mettre la société face à ses contradictions. Cela l'a conduit en prison, comme tout jeune révolté par ce monde. Le 9 septembre 2020, j'ai été appelée par la prison de Corbas, qui m'annonçait qu'Idir avait été retrouvé pendu dans sa cellule du mitard.

Le détenu de la cellule voisine a témoigné que trois geôliers les avaient tabassés. Il a expliqué qu'il avait été frappé et subi une clé d'étranglement, jusqu'à ce qu'il voie la mort arriver. Il a entendu crier dans la cellule à côté : c'est l'embrouille qui a conduit à la mort d'Idir.

J'ai déposé plainte pour homicide volontaire, après ce témoignage et en raison des nombreux faits qui contredisent la version des geôliers. À ce jour, devant la réalité des faits, j'ai la conviction que l'appareil judiciaire laisse les preuves s'amenuiser. Il n'y a eu aucune enquête sérieuse, et les matons mis en cause exercent toujours.

Peux-tu nous parler des violences subies aussi par les familles de détenuEs ?

La première des violences est l'atteinte aux droits et libertés des familles, à leur dignité, par des humiliations et tortures psychologiques nombreuses.

Par exemple, l'administration accorde un droit de visite. La famille va s'organiser pour venir visiter son proche emprisonné, en faisant souvent des centaines de kilomètres, en train, taxi ou bus, en prenant du temps, une chambre d'hôtel, en engageant des frais de garde pour les enfants... et c'est seulement devant les grilles de la prison que les geôliers annoncent à la famille le retrait de ce droit de visite.

Alors que ces familles se retrouvent souvent fragilisées financièrement, car c'est souvent le soutien de famille qui est emprisonné. Imaginez le choc de ces familles, qui engagent des centaines d'euros et sont traitées comme des sous-humains sans droit. Il n'est pas normal que l'administration ne fasse pas l'effort d'informer les familles du retrait du droit de visite. La prison est un lieu où les violences physiques commises sur les prisonniers sont courantes. La famille n'est jamais informée. C'est souvent d'autres détenus qui vont informer de faits graves, comme cela a été le cas dans le meurtre de Medhi Berroukeche². L'administration n'a informé la



FACEBOOK DE L'ASSOCIATION IDIR, ESPOIR ET SOLIDARITE

C'est seulement devant les grilles de la prison que les geôliers annoncent à la famille le retrait du droit de visite. [...] Imaginez le choc de ces familles, qui engagent des centaines d'euros et sont traitées comme des sous-humains sans droit

famille que quatre jours après les faits. C'est la démonstration d'un mépris qui n'est pas acceptable dans une société dite moderne et dans un pays qui donne des leçons aux autres, alors qu'ici, c'est la même chose et parfois pire ! Les familles doivent aussi faire face à des propos racistes de la part de certains geôliers.

Qu'apporte le Réseau d'Entraide Vérité et Justice aux familles de victimes ?

Le Réseau d'Entraide Vérité et Justice a été constitué par le collectif Vies volées créé à la suite de la mort de Lamine Dieng, tué par la police : il regroupe des comités de familles de victimes de violences policières et pénitentiaires. Il a pour objectif d'échanger et de mutualiser les actions.

Il a aussi pour mission d'apporter une aide aux nombreux collectifs qui se créent à chaque meurtre policier ou pénitentiaire, car chaque année, c'est plus de 170 jeunes, arabes et noirs pour la majorité, qui tombent sous les balles des fonctionnaires de police et plus de 250 meurtres supposés selon notre association en prison.

Nous recherchons la vérité et la justice. Les familles et militantEs des droits humains qui sont dans ce réseau militent pour demander

la fin des bavures policières et pénitentiaires, mais aussi des meurtres et la fin de l'impunité dont bénéficient les mis en cause. Il s'agit de lutter contre un système de répression qui défend les plus riches et perpétue les inégalités sociales.

Il y a un manque évident d'impartialité dans les enquêtes en prison. Nous réclamons la création d'une institution indépendante. Il n'est pas normal que des magistrats enquêtent sur d'autres fonctionnaires de justice que sont les geôliers, souvent les affaires se soldent par des classements sans suite ou des non-lieux.

Votre revendication phare est la fermeture des quartiers disciplinaires. Que s'y passe-t-il ?

Le mitard est un lieu de torture psychologique et physique, où les détenuEs isolés font l'objet de traitements barbares. L'avant-veille de la mort d'Idir, l'eau et électricité avaient été coupées par ses geôliers. Idir et un autre prisonnier ont été obligés de boire l'eau des toilettes pour ne pas mourir de soif. Le mitard ou quartier disciplinaire est un outil pour briser les plus « indisciplinés », qui sont en réalité les plus rebelles. Il s'agit pour l'administration pénitentiaire de punir le prisonnierE sur une simple

Il y a un manque évident d'impartialité dans les enquêtes en prison. Nous réclamons la création d'une institution indépendante

parole parfois, celle du geôlier. Les prisonnierEs, qui subissent déjà l'enfermement et sont dans une vulnérabilité importante, se retrouvent alors à la merci d'agents dont certains ont la réputation sûrement méritée de tortionnaires. Ces lieux de torture doivent disparaître.

Pourquoi une journée nationale de mobilisation (organisée le dernier dimanche de chaque mois de mai) ?

J'ai mis en place cette journée nationale, car s'il existe beaucoup de collectifs pour dénoncer les violences policières, les associations de défense des prisonnierEs et de dénonciation de crimes pénitentiaires sont quasiment inexistantes. Il existe bien des associations qui dénoncent la prison et les lieux d'enfermement, mais souvent créées par des militantEs.

Les familles victimes de crimes pénitentiaires sont moins armées que celles de victimes de crimes policiers, car la prison anéantit, fragilise les prisonnierEs mais aussi leurs familles. Par ailleurs, les crimes pénitentiaires sont plus difficiles à démontrer. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a jamais eu de condamnation pour homicide volontaire par des geôliers.

Notre action est contre les violences pénitentiaires et les crimes maquillés en suicide, pour la dignité des détenuEs : ce sont des êtres humains avant tout et quand on entre en prison, c'est pour purger sa peine, pas pour mourir. Cette mobilisation a pour but de sensibiliser les jeunes : mieux faire connaître les violences du monde carcéral pour mieux les combattre.

Propos recueillis par une correspondante de Lyon

1 - Corbas est une maison d'arrêt à côté de Lyon : les syndicats de gardiens dénoncent régulièrement le manque d'effectifs, et l'Observatoire international des prisons dénonce la surpopulation (143% en moyenne sur ce type d'établissement pénitentiaire).

2 - Medhi Berroukeche a été assassiné par un codétenu, sans que les surveillants interviennent.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

DU MAUVAIS USAGE DES CABINETS DE CONSEIL. Des dépenses qui augmentent et des entorses aux règles en vigueur. « L'État ne s'est pas mis en situation de conduire une politique cohérente et maîtrisée » de recours aux cabinets de conseil, critique la Cour des comptes, dans un rapport publié lundi 10 juillet, qui repose entre autres sur le contrôle d'une centaine de marchés de 2019 à 2022. Dans les grandes lignes, l'institution confirme les conclusions de la commission d'enquête du Sénat, qui avaient perturbé la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron au printemps 2022, et appelle le gouvernement à rectifier le tir dans les années à venir.

Il y a d'abord les chiffres : les dépenses de prestations intellectuelles de l'État ont fortement augmenté depuis dix ans. De 11 millions d'euros environ en 2014, elles sont passées à 103 millions en 2018, puis à 200 millions d'euros en 2022 — sans même compter les dépenses informatiques. Si ces sommes ne représentent qu'une part « minime » de la dépense publique — 0,25% du budget de fonctionnement de l'État —, le prétexte de la crise sanitaire, utilisé par le gouvernement pour justifier cette hausse, n'a pas convaincu les auteurs. [...] Ainsi, les ministères de l'Éducation nationale et de l'Écologie ont été dans l'« incapacité » de présenter à la Cour la liste de leurs contrats avec des cabinets de conseil.

La Cour des comptes concède que des raisons légitimes peuvent justifier d'externaliser, comme l'absence de compétences ou de ressources au sein de l'État. Mais, bien souvent, les consultants « remplissent des tâches qui pourraient ou devraient l'être — sauf circonstances exceptionnelles — par les agents publics », est-il déploré dans le rapport, qui égrène de nombreux exemples. [...]

Le rapport identifie également de nombreuses irrégularités dans la gestion de ces contrats par l'État. Leur utilisation a été une « solution de facilité, parfois au détriment de la rigueur », avec toute une série d'« imprécisions [et] des dépassements d'enveloppes financières ou de délais », écrivent les auteurs. [...]

Adrien Sénecat et Maxime Vaudano, « La Cour des comptes confirme les dérives du recours aux cabinets de conseil sous la présidence Macron », *le Monde*, 10 juillet 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____
www.lanticapitaliste.org